

# VM Matériaux

Rapport financier

# 2007



1907-2007



### Sommaire

➤ Renseignements concernant la société .....	p 4
➤ Attestation du rapport financier annuel .....	p 5
➤ Rapport de gestion du Directoire .....	p 5
➤ Rapport du Directoire .....	p 16
➤ Rapport du Conseil de Surveillance .....	p 17
➤ Rapport du Président du Conseil de Surveillance.....	p 18
➤ Etats financiers consolidés au 31 décembre 2007	
Bilan consolidé.....	p 21
Compte de résultat consolidé .....	p 22
Variation des capitaux propres .....	p 23
Tableau consolidé des flux de trésorerie .....	p 24
Notes aux états financiers consolidés .....	p 25
➤ Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	p 43
➤ Comptes annuels 2007 de VM Matériaux	
Bilan au 31 décembre 2007.....	p 44
Compte de résultat .....	p 46
Annexe aux comptes sociaux .....	p 47
➤ Filiales et participations .....	p 54
➤ Résultats financiers des cinq derniers exercices.....	p 57
➤ Rapports des commissaires aux comptes .....	p 58
➤ Rapport général des commissaires aux comptes.....	p 59
➤ Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.....	p 60
➤ Résolutions.....	p 61

# Renseignements concernant la société

## Identité

**Dénomination sociale :**

VM Matériaux

**Date de création de la société :**

1941

**Nationalité :**

Française

**Forme Juridique :**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

**Siège social :**

Route de la Roche-sur-Yon,  
85260 L'HERBERGEMENT

**Registre du Commerce et des Sociétés :**

545 550 162 RCS LA ROCHE-SUR-YON

**Code APE :**

7010Z

**Durée :**

La société prendrait fin en 2058 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**Objet social (extrait) :**

La société a pour objet en France et dans tous pays directement ou indirectement :

- Le commerce, la fabrication, la mise en œuvre et le transport de tous matériaux et fournitures se rapportant au bâtiment, aux travaux publics et à l'environnement,
- L'acquisition et la gestion de tous biens mobiliers et immobiliers, notamment de toutes participations dans le capital de toutes sociétés françaises ou étrangères,
- La prestation de tous services se rapportant aux activités ci-dessus exposées.

**Exercice social :**

du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

**Capital et caractéristiques (au 31 décembre 2007) :**

Le capital est de 4 278 550,50 €. Il est divisé en 2 852 367 actions d'une valeur nominale de 1,50 € chacune, toutes entièrement libérées et portant jouissance courante.

**Introduction en Bourse au Second Marché :**

Le 17 mai 1990.

**Codes Boursiers**

- ISIN : FR0000066540
- Reuters : VMMP.NT
- Bloomberg : VMM.FP
- Code mnémonique : VMMA

**Appartenance aux indices :**

SBF 250, CAC Mid et Small 190

**Euronext Paris :**

Compartiment B

**Répartition statutaire des bénéficiaires :**

Le bénéfice distribuable est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

**Responsables de l'information :**

Messieurs Philippe AUDUREAU et Alain MARION. Tél. 02.51.08.08.08

Les documents et renseignements relatifs à la société sont mis à la disposition des actionnaires et du public au siège social.

## Conseil de Surveillance

**Président du Conseil de Surveillance :**

Dominique CAILLAUD

**Vice-Président :**

Olivier ROBIN

**Membres du Conseil de Surveillance :**

Messieurs Pascal CAILLAUD, Jérôme CAILLAUD, Christian CUNAUD, Armand FOURNIER, Louis-Marie PASQUIER, Christophe ROBIN, Hubert ROBIN.

## Directoire

**Président du Directoire :**

Philippe AUDUREAU

**Directeur général :**

Alain MARION

**Membres du Directoire :**

Messieurs Dominique BEAUFRAND, Bruno CADUDAL, Jean-Charles CHAIGNE, Daniel ROBIN.

## Contrôle

**Commissaires aux comptes titulaires :**

Cabinet EXCO ATLANTIQUE  
46 bis, rue des Hauts Pavés  
44000 NANTES

**Cabinet BOISSEAU et ASSOCIES**

52, rue Jacques-Yves Cousteau  
85000 LA ROCHE-SUR-YON

**Commissaires aux comptes suppléants :**

Monsieur Pierre JOUIS  
46 bis, rue des Hauts Pavés  
44000 NANTES

**Monsieur Bernard GRONDIN**

52, rue Jacques-Yves Cousteau  
85000 LA ROCHE-SUR-YON



# Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à L'HERBERGEMENT, le 3 mars 2008

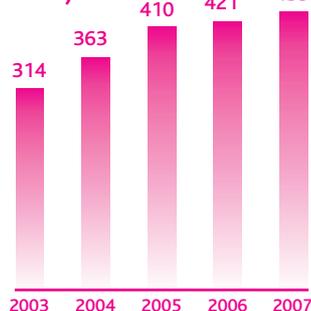
Le Président du Directoire, Philippe AUDUREAU

## Rapport de gestion du Directoire

### 1 - Environnement économique et conjoncturel

En 2007, la construction a poursuivi sa croissance avec 435 000 logements mis en chantier, en hausse de 3,3 % par rapport à l'année 2006. Il s'agit de la 3<sup>e</sup> année consécutive avec un niveau de mise en chantier supérieur à 400 000 : 421 000 en 2006 et 410 000 en 2005.

#### Evolution des mises en chantier (en milliers)



Sources : Ministère de l'Équipement (janvier 2008).

### 2 - Faits marquants

#### > Variation de périmètre

Les variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2007 sont les suivantes :

- En janvier 2007, le Groupe a acquis à La Rochelle (17) la société Euromat et sa filiale de négoce Paul Thébault, présente sur 2 sites, ainsi que la société Béton 17. Ces sociétés ont réalisé, en 2006, un chiffre d'affaires de 13,4 M€ avec 50 collaborateurs.
- Le Groupe a également acquis la société CIOB Moisan à Pleugriffet (56) et sa SCI Sofimoi. Ce spécialiste de la charpente industrielle et traditionnelle avait réalisé, en 2005, un chiffre d'affaires de 4,4 M€. CIOB Moisan emploie 48 collaborateurs.
- Le Groupe a enfin pris une participation de 49,99 % dans le capital de la société Joseph Cottrell, basée au Lamentin (Martinique). La société, qui est leader en négoce de matériaux sur ce département et qui dispose de 5 sites, a réalisé, en 2006, un chiffre d'affaires de 29,4 M€ avec 100 collaborateurs.

- Le 1<sup>er</sup> février 2007, le Groupe a acquis la branche d'activité Quartz, département de la société Hydro Building Systems (HBS), spécialiste français de la gamme aluminium pour le bâtiment (Technal, Wicon, Architectural Systems), et filiale du Groupe Norvégien Norsk Hydro. Cette structure, basée à Toulouse, compte 93 salariés et a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires d'environ 20 M€.
- En mars 2007, le Groupe a pris une participation de 50 % dans le capital de la société de négoce Point Bois et de la société Foncière Xylo (Guyane), ayant réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 M€ en 2006.
- En juin 2007, le Groupe a créé la société VM Réunion à Saint-Pierre (97). Cette société de négoce a commencé son activité en juillet 2007.
- En juin et juillet 2007, le Groupe a pris des participations complémentaires de 55 % dans le capital de la société Financière Blavet, lui permettant de détenir 100 % du capital de cette société au 31 décembre 2007, et ainsi de l'ensemble de l'activité menuiserie industrielle.
- En juillet 2007, le Groupe a acquis la société de négoce Fargeaudoux, ainsi que sa filiale Exelpan et a pris une participation de 50 % dans le capital de la filiale Isiland

(fabrication de portes de placard). Ces sociétés sont basées à Eysines (33), et ont réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 2,9 M€ avec une vingtaine de salariés.

#### > Composition du Conseil de Surveillance

M. Dominique CAILLAUD a pris la présidence du Conseil de Surveillance en remplacement de M. Olivier ROBIN, qui en devient le vice-président.

M. Louis-Marie PASQUIER a été coopté par le Conseil de Surveillance en remplacement de M. Yves GONNORD.

#### > Conversion des bons de souscription d'actions

Dans le cadre d'une augmentation de capital réalisée en novembre 2004, la société VM Matériaux avait émis 110 000 Bons de Souscription d'Actions (BSA) qui sont arrivés à échéance le 8 novembre 2007.

A cette date, 107 183 BSA ont été exercés, soit un taux de conversion de 97,4 %, correspondant à l'émission de 103 586 actions nouvelles, dont 98 305 actions au cours de l'exercice 2007 pour une augmentation des capitaux propres de 4,9 M€.

### 3 - Comptes du Groupe

#### > Activité consolidée

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en 2007 ressort à 596,5 M€ contre 503,7 M€ en 2006, soit en augmentation de 18,4 %. A périmètre constant, la progression est de 8,1 %.

Le chiffre d'affaires consolidé se répartit, par secteur, comme suit :

Répartition du chiffre d'affaires consolidé (en M€)	2007	2006	Variation périmètre	Variation périmètre
Négoce de matériaux	480,3	419,5	14,5 %	6,5 %
Industrie du béton	47,0	39,3	19,6 %	14,8 %
Menuiserie industrielle	86,1	58,0	48,5 %	16,6 %
Divers	19,4	17,1	13,5 %	13,5 %
Eliminations inter-secteurs	-36,2	-30,1	20,2 %	13,7 %
<b>Total CA consolidé</b>	<b>596,5</b>	<b>503,7</b>	<b>18,4 %</b>	<b>8,1 %</b>

La hausse du chiffre d'affaires confirme la bonne performance de l'ensemble des activités en 2007. L'activité soutenue, les

investissements internes et les acquisitions réalisées au cours de l'exercice sont à l'origine de cette progression.

## > Chiffre d'affaires géré

Le chiffre d'affaires que nous présentons ci-dessous correspond au chiffre d'affaires de toutes les sociétés du Groupe, qu'elles soient consolidées par intégration globale, par intégration proportionnelle ou par mise en équivalence. Les sociétés consolidées par intégration proportionnelle sont Cottrell, Point Bois, Foncière Xylo et Isiland. Les sociétés consolidées par mise en équivalence sont PPL et le groupe Vendée Béton : Vendée Béton, BIV, CH Béton, Béton des Olonnes.

Répartition du chiffre d'affaires par activité (en M€)	2007	2006	Variation
Négoce de matériaux	500,3	419,5	19,3 %
Industrie du béton	89,7	80,3	11,7 %
Menuiserie industrielle	86,1	58,0	48,5 %
<b>Total CA des activités gérées</b>	<b>676,1</b>	<b>557,8</b>	<b>21,2 %</b>
Divers (prestations Groupe)	19,4	17,1	
<b>Total CA des sociétés gérées</b>	<b>695,5</b>	<b>574,9</b>	<b>21 %</b>
A déduire sociétés consolidées par intégration proportionnelle et par mise en équivalence	-62,8	-41,0	
Eliminations inter-secteurs	-36,2	-30,1	
<b>Total CA consolidé</b>	<b>596,5</b>	<b>503,7</b>	<b>18,4 %</b>

Le chiffre d'affaires géré du Groupe se répartit comme suit :

- négoce de matériaux : 74 %
- industrie du béton : 13 %
- menuiserie industrielle : 13 %

Le secteur "Divers" correspond principalement aux prestations générales que la société mère du Groupe, VM Matériaux, facture à ses filiales, chiffre d'affaires quasiment éliminé pour l'établissement du chiffre d'affaires consolidé.

## > Résultat consolidé

Les soldes intermédiaires de gestion comparés des années 2007 et 2006 se présentent comme suit :

En M€	2007	2006	Variation
Chiffre d'affaires	596,5	503,7	18,4 %
Résultat opérationnel courant	33,4	26,2	27,5 %
Résultat opérationnel	34,8	26,2	32,9 %
Résultat avant impôt	31,2	24,1	29,7 %
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,3	0,5	
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>21,2</b>	<b>16,3</b>	<b>29,7 %</b>

Le résultat opérationnel courant s'établit à 33,4 M€, représentant 5,6 % du chiffre d'affaires, contre 26,2 M€ en 2006. La progression du ROC est de 27,5 % supérieure à 2006 et s'explique par une amélioration de la marge et une bonne maîtrise des charges externes et de personnel.

Le résultat opérationnel progresse de 32,9 %, à 34,8 M€ contre 26,2 M€ en 2006. Ce résultat intègre un produit de 1,4 M€ lié à un écart d'acquisition négatif (1 M€) et à des plus ou moins values suite à la cession de biens immobiliers (0,4 M€).

La charge financière nette s'élève à 3,5 M€, soit 0,6 % du chiffre d'affaires contre 0,4 % en 2006 (2,1 M€). Les charges financières augmentent sous le double effet des investissements 2007 et de la hausse des taux d'intérêts.

Le résultat des sociétés consolidées par mise en équivalence s'établit à 0,3 M€ contre 0,5 M€ en 2006.

Le résultat net après impôt ressort à 21,2 M€, contre 16,3 M€ en 2006, en progression de 29,7 %.

Le résultat par action s'établit à 7,6 €, contre 5,8 € en 2006.

## > Résultat par secteur d'activité

Résultat opérationnel courant (en M€)	2007		2006 <sup>(1)</sup>		variation 2006/2007
	montant	% CA	montant	% CA	
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>596,5</b>		<b>503,7</b>		<b>18,4 %</b>
- Négoce	20,8	4,3 %	16,8	4,0 %	15,9 %
- Menuiserie	5,1	5,9 %	2,9	5,1 %	73,5 %
- Béton	3,7	7,9 %	3,1	7,8 %	22,0 %
- Autres	3,8		3,4		
<b>Total Résultat opérationnel courant</b>	<b>33,4</b>	<b>5,6 %</b>	<b>26,2</b>	<b>5,2 %</b>	<b>27,5 %</b>

(1) Chiffres 2006 retraités suite à la réaffectation d'un site entre les activités Béton et Négoce

## > Structure financière

Le bilan du Groupe se présente comme suit :

En M€	2007	2006
Actif non courant	115,2	85,8
Actif courant	225,4	188,6
Capitaux propres	93,7	73,9
Passif non courant	48,9	32,5
Passif courant	198,0	168,0
<b>Total du bilan</b>	<b>340,6</b>	<b>274,4</b>

## > Actif non courant

L'évolution de nos actifs immobilisés (non courants) se décompose comme suit :

- 17,3 M€ d'investissements d'exploitation contre 12,7 M€ en 2006,
- 20,4 M€ d'immobilisations nettes liées à la variation de périmètre (dont écart d'acquisition),
- 0,8 M€ de désinvestissement net,
- 8,8 M€ de dotations aux amortissements.

Le ratio "actifs non courants sur capitaux permanents (capitaux propres et endettement à plus d'un an)" ressort à 0,92 contre 0,89 en 2006.

## > Capitaux propres part du Groupe

Les capitaux propres part du Groupe s'établissent à 92,6 M€ contre 70,8 M€ en 2006. Les principales variations de ces capitaux propres sont les suivantes :

- résultat 2007 part du Groupe : 20,8 M€
- augmentation de capital : 4,9 M€
- variation de périmètre : 0,5 M€
- distribution de dividende : - 4,3 M€
- rachat d'actions propres : - 0,5 M€
- avantages au personnel : + 0,4 M€

Les avantages au personnel se composent des écarts actuariels liés aux indemnités de fin de carrière directement imputables en capitaux propres et aux coûts des options d'achat ou de souscription d'actions.

## > Dettes financières

La dette financière nette s'établit comme suit au 31 décembre 2007 :

En M€	2007	2006
A plus d'un an	38,2	15,1
A moins d'un an	31,1	22,6
Trésorerie disponible	10,7	11,1
<b>Endettement net</b>	<b>58,6</b>	<b>26,8</b>

La dette financière nette représente 63 % des capitaux propres contre 36 % à fin 2006.



## > Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie se répartissent comme suit :

En M€	2007	2006
Flux générés par l'activité	9,5	25,2
Flux liés aux opérations d'investissement	-40,8	-13,3
Flux liés aux opérations de financement	27,1	-4,5

## 4 - Comptes de VM Matériaux

### > Activité

Le chiffre d'affaires de la société VM Matériaux, société mère du Groupe, est constitué principalement de prestations administratives, commerciales et informatiques ainsi que de locations immobilières et de mise à disposition de personnel. Celui-ci s'est élevé à 19,7 M€ en 2007 contre 17,3 M€ en 2006.

### > Résultat

Le résultat d'exploitation s'élève à 4,6 M€, contre 4,2 M€ en 2006, avec 12 mois de charges de partenariat sportif (Odyssée VM avec Jean Le Cam) en 2007 contre 6 mois en 2006.

Les dividendes perçus des filiales se sont élevés à 5,2 M€ permettant de dégager un résultat courant de 9,8 M€ contre 7,9 M€ en 2006.

Le partenariat sportif avec Jean Le Cam ainsi que les coûts commerciaux divers ont été pris en charge par VM Matériaux.

Le résultat net est de 7,7 M€ contre 7,1 M€ en 2006. Le résultat 2006 intégrait un résultat exceptionnel de 1,2 M€ suite à la mise en jeu de clauses de retour à meilleure fortune.

### > Charges non déductibles fiscalement

Les charges qui n'ont pas été déduites fiscalement sont les suivantes :

- amortissements excédentaires ou amortissements non déductibles pour 7 375 €
- taxe sur les véhicules de sociétés pour 20 950 €.

La variation de trésorerie qui en découle est négative de 4,1 M€ contre une variation positive de 7,4 M€ en 2006.

### > Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement et du paiement de l'impôt s'établit à 44,3 M€ contre 33,7 M€ en 2006.

### > Intégration fiscale

Le périmètre d'intégration est constitué de la SA VM Matériaux et des filiales suivantes :

- SA Naullet
- SAS Financière VM Distribution
- SARL Quadra
- SA VM Distribution
- SARL Sumaca Centre
- SARL Standard
- SAS VM Centre Loire
- SNC Mégnien Distribution
- SCI de La Plaine
- SAS TBM
- SARL Financière VM Béton
- SNC VM Béton Services
- SARL VM Béton
- SARL VM Distribution Béton

### > Répartition du capital

Evolution du capital sur les cinq dernières années :

	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre d'actions composant le capital en début d'exercice	623 346	623 346	1 356 692	1 360 518	2 741 502
Nombre d'actions créées au cours de l'exercice					
- par division du nominal du titre par deux		623 346			
- par incorporation de réserves				1 367 909	
- par augmentation de capital		110 000			
- par levée d'options de souscription d'actions			3 320	4 775	12 560
- par exercice des bons de souscription d'actions			506	8 300	98 305
Nombre d'actions composant le capital en fin d'exercice	623 346	1 356 692	1 360 518	2 741 502	2 852 367
Capital social en euros	1 870 038	2 035 038	2 040 777	4 112 253	4 278 551

## 5- Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'OPA

Pour satisfaire à l'obligation des articles L 233-13 et L 225-100-3 du code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### > Structure du capital

Notre capital social s'établit à 4 278 551 €, réparti en 2 852 367 actions de 1,50 € chacune.

	2007		2006	
	% du capital	% droit vote	% du capital	% droit vote
Familles CAILLAUD-ROBIN	59,71 %	73,74 %	60,96 %	61,81 %
FCP Groupe VM	4,72 %	4,23 %	4,64 %	4,70 %
Autodétention	1,54 %	-	1,38 %	-
Public	34,03 %	22,03 %	33,02 %	33,48 %

### > Participations significatives

La société civile SOFIRO détient plus des 3/20<sup>es</sup> du capital et des droits de vote, la société civile SOFICA détient plus du 10<sup>e</sup> du capital et plus des 3/20<sup>es</sup> des droits de vote ; la société SICAT détient plus du vingtième du capital et des droits de vote, les sociétés d'investissement espagnoles gérées par BESTINVER GESTION, plus du vingtième du capital.

Conformément à l'article 12 de nos statuts, tout actionnaire détenant 1,5 % au moins du capital de la société est tenu d'en informer immédiatement la société par lettre recommandée avec avis de réception, cette obligation s'appliquant à chaque franchissement d'un multiple de ce pourcentage.

## > Droit de vote double

Un droit de vote double est attribué depuis le 11 juin 2007 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

## > Restrictions statutaires et accords relatifs aux transferts d'actions

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Aucune clause statutaire ne restreint leur libre cession.

Un pacte d'actionnaires a été conclu le 26 juin 2002 entre les groupes familiaux CAILLAUD et ROBIN. Ce pacte a fait l'objet d'un avis au conseil des marchés financiers publié le 17 octobre 2003.

Par ailleurs, un engagement de conservation d'actions a été souscrit par les actionnaires familiaux dans le cadre de la loi Dutreil. Cet engagement a été transmis à l'AMF le 11 février 2005.

## > Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale du 25 mai 2007 a autorisé le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de ladite assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin de :

- attribuer les titres rachetés aux mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son groupe dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, des attributions d'actions gratuites, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs des dites valeurs mobilières,
- conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- animer le marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société ne peut

excéder 60 000 titres. Le nombre des actions détenues ne peut également excéder 10 % du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne peut excéder 160 € par action, le montant global affecté à ce programme de rachat ne pouvant être supérieur à 9 600 000 €.

## > Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionariat du personnel

L'art 17-5 de nos statuts prévoit la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires par l'Assemblée Générale des actionnaires. Les candidats à la nomination sont désignés par le Conseil de Surveillance du fonds commun de placement des salariés du groupe VM Matériaux. L'Assemblée Générale du 25 mai 2007 a ainsi renouvelé le mandat d'Armand FOURNIER, nommé à cette fonction en juin 2004.

## > Actionariat des salariés

Conformément aux dispositions de l'article L225-102 du code de commerce, nous vous indiquons la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 31 décembre 2007 par l'intermédiaire de divers fonds communs de placement : 4,72 %, soit 134 571 actions.

## > Autodétention

Depuis le 30 septembre 2005, la société a confié à Portzamparc SA la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

La société autodétient, au 31 décembre 2007, 41 851 actions VM Matériaux directement et 2 049 titres par le contrat de liquidité soit un total d'autodétention de 43 900 titres représentant 1,54 % du capital social.

## 6 - Informations boursières

### > Marché du titre VM Matériaux

L'action VM Matériaux est cotée sur le marché "Euronext Paris", compartiment B. Le nombre d'actions s'élève au 31 décembre 2007 à 2 852 367.

Au cours de l'exercice 2007, il a été créé 110 865 actions nouvelles :

- 12 560 par exercice d'options de souscription d'actions,
- 98 305 par exercice de 98 305 bons de souscription d'actions.

### > Evolution du cours de bourse en 2007

Le nombre de titres échangés au cours de l'exercice 2007 a été de 357 875, soit une moyenne de 1 403 titres par séance contre 2 022 en 2006. Le total des capitaux échangés s'est élevé à 30,8 M€, soit une moyenne par séance de 120 886 € pour un cours moyen à la clôture de 78,56 €.

Le cours de bourse du 31 décembre 2007 s'établit à 75,99 € représentant une capitalisation boursière de 217 M€.

MOIS	NB titres échangés	capitaux en K€	cours moyen clôture	cours le + haut	cours le + bas	dernier cours
janv-07	42 371	3 092	72,87	75,15	67,50	72,00
févr-07	37 074	2 884	77,98	80,35	72,35	76,20
mars-07	30 918	2 386	76,43	78,80	73,00	78,20
avr-07	14 053	1 070	75,78	78,50	74,50	74,70
mai-07	42 255	3 463	79,79	84,10	73,27	80,25
juin-07	23 084	1 853	80,37	82,90	74,15	80,40
juil-07	26 220	2 178	82,54	84,85	81,00	82,95
août-07	76 119	6 235	82,06	88,40	80,76	85,40
sept-07	7 934	3 751	82,05	89,15	72,99	80,30
oct-07	20 088	1 601	80,00	83,00	75,77	77,56
nov-07	21 947	1 685	76,47	79,00	74,01	77,15
déc-07	14 812	1 129	76,37	77,90	75,25	75,99
janv-08	43 989	2 948	66,02	76,00	58,15	62,50
févr-08	88 736	5 595	62,62	68,00	60,51	63,45



## > Rachat d'actions

### Synthèse des achats et des ventes d'actions de l'exercice 2007

Au titre du programme autorisé par l'assemblée du 2 juin 2006, la société a procédé à :

- l'achat de 10 601 actions au prix moyen de 77,27 €
- la vente de 2 000 actions, dans le cadre des plans d'options, au prix moyen de 54,58 €.

Au titre du programme autorisé par l'assemblée du 25 mai 2007, la société a procédé à :

- l'achat de 349 actions au prix moyen de 76,28 €
- la vente de 2 310 actions, dans le cadre des plans d'options, au prix moyen de 54,68 €.

Les achats de l'exercice 2007 représentent 0,38 % du capital.

Des actions ont également été acquises et cédées au titre du contrat de liquidité :

- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 1<sup>er</sup> janvier 2007 : 2 668
- nombre d'actions achetées : 6 239
- nombre d'actions vendues : 6 857
- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 décembre 2007 : 2 050

### Situation au 29 février 2008

- % du capital auto-détenu : 1,68 %
- nombre de titres annulés : néant
- nombre de titres en portefeuille : 46 024
- valeur comptable du portefeuille : 2 813 K€
- valeur de marché du portefeuille : 2 967 K€

## > Bons de souscription d'actions

Lors de l'augmentation de capital réalisée en novembre 2004, 110 000 bons de souscription étaient attachés aux 110 000 actions nouvelles créées. Deux BSA donnaient droit à souscrire une action nouvelle au prix de 96 €. Compte tenu de l'émission d'actions gratuites, un BSA donnait droit, depuis le 30 juin 2006, à souscrire une action nouvelle au prix de 48 €. Ces BSA sont arrivés à échéance le 8 novembre 2007.

A cette date, 107 183 BSA ont été exercés, soit un taux de conversion de 97,4 %, correspondant à l'émission de 103 586 actions nouvelles, dont 98 305 actions au cours de l'exercice 2007 pour une augmentation des capitaux propres de 4,7 M€.

### Situation des BSA au 31 décembre 2007

- nombre de BSA au 31 décembre 2006 : 101 122
- nombre de BSA exercés en 2007 : 98 305
- nombre d'actions nouvelles : 98 305
- nombre de BSA non exercés : 2 817
- nombre de BSA en circulation : 0

## 7 - Filiales et participations

### > Prises de participation

Conformément à l'article L 233-6 du code de commerce, nous vous informons des prises de participation, directes et indirectes, par la société au cours de l'exercice :

- Acquisition du solde des titres de la société Montauban Matériaux – société de négoce de matériaux dont le siège est à Montauban.
- 100 % du capital de la société EUROMAT et sa filiale Paul Thébault, 100 % du capital de la société BETON 17
- 100 % du capital des sociétés FARGEAUDOUX, EXELPAN ; 50 % du capital de la société ISILAND
- 100 % du capital de CIOB MOISAN et SCI SOFIMO

- 49,9 % du capital de la société JOSEPH COTTRELL
- 50 % du capital de POINT BOIS et Foncière Xylo
- acquisition du solde des titres de la société FINANCIERE BLAVET
- Création des sociétés QUARTZ et VM REUNION

Les sociétés suivantes ont été absorbées par transmission universelle de patrimoine en 2007 :

- SCTPI par la société Atlantem Industries
- CMC Le Dannois par la société Atlantem Industries
- Megnier SAS par la société VM Distribution
- SARL Ph. Thomas par la société Vendée Béton

### Participations réciproques

Il n'y a pas de participations réciproques dans le Groupe.

### > Activité et résultat des filiales

Tableau de comparaison 2006/2007 des chiffres d'affaires et des résultats des filiales et sous-filiales :

Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires HT (en M€)		Résultat de l'exercice (en M€)		Observations
		2007	2006	2007	2006	
<b>Négoce de matériaux de construction</b>						
VM DISTRIBUTION	IG	311 917	291 233	5 197	9 961	
SNC VM DISTRIBUTION	IG	5 308	6 858	3 752	5 386	
VM CENTRE LOIRE	IG	-	-	68	40	
STANDARD	IG	1 280	1 419	<129>	9	
MEGNIEN DISTRIBUTION	IG	124 585	118 052	1 559	2 286	
MONTAUBAN MATERIAUX	IG	4 753	5 577	<211>	235	
SAS PAUL THEBAULT	IG	12 642	13 454	84	262	Acquisition 2007
SAS FARGEAUDOUX	IG	2 518	2 218	<164>	86	Acquisition 2007
SARL EXELPAN	IG	650	629	<228>	10	Acquisition 2007
SARL ISILAND	IP	1 148	952	83	23	Acquisition 2007
BOIS DU BERRY	IG	3 809	3 791	195	224	
SAPRO MARTINIQUE	IG	5 699	4 970	366	240	
LA DIMENSION	IG	2 872	2 478	125	103	
SAPRO GUADELOUPE	IG	3 910	3 383	58	1	
SOREPRO	IG	11 480	10 843	299	390	
VM SEFIMAT	IG	7 416	5 375	356	180	
VM REUNION	IG	273	-	<11>	-	Création en 2007
JOSEPH COTTRELL	IP	36 260	29 435	848	664	Acquisition 2007
SAS POINT BOIS	IP	3 772	3 259	59	282	Acquisition 2007
VM ASIA	IG	370	424	54	50	
<b>Industrie du béton et béton prêt à l'emploi</b>						
NAULLET	IG	12 338	9 918	401	399	
VENDEE BETON CONTROLE	IG	6 509	5 954	234	170	
VM BETON AQUITAIN	IG	6 002	4 788	60	70	
PREFA PAYS DE LOIRE (PPL)	ME	12 814	11 993	526	706	
VENDEE BETON	ME	23 389	21 850	462	867	
VM BETON SERVICES	IG	983	782	<4>	28	
VM DISTRIBUTION BETON	IG	-	-	-	-	
VM BETON	IG	-	-	-	-	
PH THOMAS	ME	-	149	-	119	Fusionnée dans Vendée Béton en 2007
SAS BETON 17	IG	1 869	1 613	158	117	Acquisition 2007
<b>Menuiserie Industrielle</b>						
ATLANTEM INDUSTRIES	IG	67 689	58 070	2 852	1 562	
CMC LE DANNOIS	IG	-	298	-	23	Fusionnée dans Atlantem en 2007
SCTPI	IG	-	344	-	86	Fusionnée dans Atlantem en 2007
SAS CIOB MOISAN	IG	4 884	5 312	377	732	Acquisition 2007
SAS QUARTZ	IG	13 916	-	278	-	Création en 2007
<b>Financières</b>						
SAS EUROMAT	IG	512	535	60	250	Acquisition 2007
SCI SOFIMO	IG	2	-	1	-	Acquisition 2007
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	IG	-	-	7 047	4 917	
FINANCIERE BLAVET	IG	-	-	175	214	
FINANCIERE VM BETON	IG	11	-	<60>	7	
MEGNIEN SAS	IG	-	-	3 114	3 246	Fusionnée dans VM Distribution en 2007
QUADRA	IG	-	-	211	139	
SEFIMAT	IG	639	346	358	96	

Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires HT (en M€)		Résultat de l'exercice (en M€)		Observations
		2007	2006	2007	2006	
<b>Immobilières</b>						
SCI DUCLOS	IG	182	156	34	37	
SCI JACATTE	IG	90	79	61	48	
SCI JACMI	IG	47	43	35	31	
SCI DE LA PLAINE	IG	128	128	65	65	
SUMACA CENTRE	IG	39	36	32	18	
SCI FLORENCE	IG	251	225	195	149	
SCI GUILLAUME	IG	118	110	96	94	
SCI JULIE	IG	137	137	23	26	
SNC FONCIERE XYLO	IP	60	59	9	7	Acquisition 2007
SCI CROZET	IG	188	157	16	1	
SCI MAIZIERES	IG	58	53	20	15	
<b>Autres</b>						
T.B.M.	IG	2 153	1 979	194	99	

IG : Intégration globale - IP : Intégration proportionnelle - ME : Mise en équivalence

## 8 - Evénements postérieurs à la clôture

### > Croissance

#### En janvier 2008 :

Le Groupe a pris une participation de 50 % dans le capital de la société Havraise de Matériaux. Avec sept agences situées au Havre, à Rouen et à Caen, cette société a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires de 28,5 M€ avec 88 collaborateurs.

Les sociétés Sefimat et Joseph Cottrell ont pris une participation de 50 % dans le groupe LEADER MAT. Ce groupe de négoce, composé de 6 sociétés et 5 agences basées en

Guadeloupe, en Martinique et à Saint-Martin, a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires de 18 M€ avec 45 collaborateurs.

### > Perspectives 2008

Dans un marché de la construction vraisemblablement moins tiré par le logement neuf, mais plus par la rénovation, l'objectif de chiffre d'affaires est de 666 M€, soit une progression de 11,7 % à périmètre constant. Le Groupe reste par ailleurs toujours attentif à de nouvelles opportunités de croissance.

## 9 - Informations sociales

Tableau "Effectif en équivalent temps plein, moyenne annuelle, par domaine d'activité"

Négoce	1 490
Béton	179
Menuiserie	611
Siège social	132
<b>EFFECTIF GROUPE CONSO</b>	<b>2 412</b>
EFFECTIF SOCIETE EN EQUIV	150
<b>EFFECTIF GROUPE GERE</b>	<b>2 562</b>

Tableau "Effectif inscrit consolidé par collègue au 31 décembre 2007"

OUVRIERS	1 124	44,27 %
ETAM	1 112	43,80 %
CADRES	303	11,93 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 539</b>	<b>100,00 %</b>

En 2007, le Groupe a recruté 271 nouveaux collaborateurs sous contrat à durée indéterminée. Ces recrutements ont concerné 138 ouvriers, 108 ETAM et 25 cadres.

### Ventilation de l'effectif par type de contrat

L'effectif consolidé au 31 décembre 2007 se répartit entre 2 422 contrats à durée

indéterminée et 117 contrats à durée déterminée, dont 33 contrats en alternance.

### Age moyen et ancienneté

Pour chacun des trois domaines d'activité du Groupe, l'âge moyen et l'ancienneté sont les suivants :

	Age moyen	Ancienneté moyenne
Négoce	41,47	10,91
Menuiserie	40,44	10,57
Béton	41,08	9,98

### Evolution des frais de personnel (périmètre consolidé)

En M€	2007	2006	Variation (%)
Traitement et salaires	61 399	51 450	19,3 %
Charges sociales	23 901	19 438	22,9 %
Intérimaires	3 007	2 385	26,1 %
Intéressement et participation	7 252	5 585	29,9 %
Charges de retraite	417	400	4,3 %
Paiement des actions	173	97	78,4 %
<b>TOTAL</b>	<b>96 149</b>	<b>79 355</b>	<b>21,2 %</b>

### Effectif sous statut de contrat à temps partiel

Le Groupe consolidé compte 120 contrats à temps partiel au 31 décembre 2007, correspondant à 98,87 équivalents temps plein.

### Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, il est peu fait appel à la sous-traitance. A titre indicatif, l'emploi de personnel en intérim (effectifs gérés) a représenté 3 007 K€ en 2007, soit 92 équivalents hommes (estimation sur la base de 152 heures travaillées par mois et par personne, avec un coût horaire moyen de 17,5 €).

### Plan de réduction des effectifs

En 2007, le Groupe n'a procédé à aucun plan de réduction d'effectifs.

### Organisation du temps de travail

L'ensemble du Groupe applique une organisation du travail sur la base de 35 heures, soit sous forme de modulation annuelle, soit sur une moyenne de 35 heures de travail effectif sur une moyenne de 4 semaines, soit sur la base de 35 heures hebdomadaire.

Nous précisons en outre qu'au sein de TBM, notre filiale Transport, l'horaire spécifique du travail tient compte des accords de la branche transport.

Nos agences Outre-mer, quant à elles, fonctionnent sur une référence hebdomadaire de 35 heures.

### Répartition de l'absentéisme par nature

Les chiffres du tableau qui suit sont exprimés en pourcentage de l'effectif géré en équivalents temps plein au 31 décembre 2007 :

MALADIE	2,57
AT	0,55
MATERNITE	0,3
PATERNITE	0,09
<b>TOTAL</b>	<b>3,51</b>



## Relations professionnelles et accords collectifs

L'ensemble du personnel du Groupe consolidé a été représenté par quatre comités en 2007 : celui de l'Unité Economique et Sociale (UES) de VM DISTRIBUTION, celui de l'UES de l'Industrie du béton, le comité d'entreprise d'ATLANTEM, et le comité d'entreprise de la Société QUARTZ (délégation unique).

Par accord préélectoral de février 2007, la société MEGNIEN DISTRIBUTION a intégré l'UES VM DISTRIBUTION et adopté, en cette occasion, ses structures de représentation du personnel.

En 2007, 40 réunions ont été tenues par ces différentes instances.

Sur l'exercice 2007 et à l'échelle du Groupe, 17 accords ou avenants ont été conclus : 8 accords ou avenants instituent ou modifient des accords d'intéressement, 2 accords de clôture de négociation annuelle, 8 accords préélectorales visant au renouvellement ou à la mise en place d'instances de représentation du personnel.

En outre, un accord a été conclu sur le thème du temps choisi sur la Société Montauban Matériaux, dispositif qui a été étendu par voie d'accord à l'UES VM DISTRIBUTION, l'UES INDUSTRIES DU BETON, et à la Société ATLANTEM en tout début d'exercice 2008.

## Gestion des Ressources Humaines

Le Groupe gère les effectifs des sociétés liées à huit conventions collectives différentes, celles :

- du négoce de matériaux de construction,
- de la plasturgie,
- du bâtiment,
- des transports routiers et des activités auxiliaires de transport,
- du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés,
- du commerce de gros,
- de l'industrie de carrière et matériaux de construction,
- de la métallurgie.

## Management social

2007 aura vu l'ensemble du personnel bénéficier d'un entretien annuel avec l'encadrement de proximité.

En ce qui concerne la politique de rétribution : poursuite de l'individualisation des salaires et de la rémunération des performances collectives par le biais des dispositifs de participation et d'intéressement.

## Œuvres sociales

En 2007, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe, y compris ses filiales minoritaires, s'est élevé à près de 291 K€ pour le Groupe, en progression de 7,77 %.

Ce budget finance des aides variées, parmi lesquelles l'attribution de chèques vacances, des participations financières à des licences sportives, séjours d'enfants de salariés, à des locations en faveur du personnel, billetteries, bons d'achat, etc.

Au-delà du budget d'œuvres sociales alloué au Comité d'entreprise Groupe, VM Matériaux accorde des tickets restaurant à ses salariés. Ils ont représenté en 2007 un budget (part patronale) de 617,14 K€.

## Conditions d'hygiène et de sécurité

Le Groupe est doté de dix Comités d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), qui ont chacun tenu quatre réunions ordinaires en 2007. Aucune réunion extraordinaire, suite à des accidents de travail avec dommages corporels, n'a eu lieu en 2007.

Les axes sécurité déclinés en priorité sur l'année ont été orientés vers :

- La poursuite du déploiement des plans de circulation de nos établissements, ainsi que l'étude des manutentions complexes (treillis soudés par exemple),
- Le déploiement de la formation à la sécurité de l'ensemble de nos équipes.

Ainsi, un nouveau poste de formateur interne "prévention sécurité" a été créé en fin d'année 2007 pour renforcer l'animation des formations liées aux autorisations de conduite. En parallèle, un formateur se consacre spécifiquement à la population des chauffeurs du Groupe, sur deux axes essentiels : la formation au fonctionnement et à l'utilisation des chronotachygraphes numériques, ainsi que la conduite rationnelle et sécurisée. Globalement, 361 stages représentant près de 5 600 heures de formation se sont déroulés sur l'exercice.

Le nombre d'accidents de travail est stable sur 2007. Le taux de fréquence<sup>(1)</sup> se situe à 28,71, contre 29,59 en 2006, et le taux de gravité<sup>(2)</sup> est en légère augmentation à 0,79, contre 0,70 en 2006.

(1) Taux de fréquence des accidents du travail : (Nombre d'accidents du travail x 1 million) / Nombre d'heures travaillées

(2) Taux de gravité des accidents du travail : (Nombre de journées perdues par accident du travail x 1 000) / Nombre d'heures travaillées

## Nombre de stages internes à la prévention sécurité en 2007 :

Autorisation de conduite	99
Habilitation électrique	7
Sauveteur secouriste du travail (SST)	26
Chronotachigraphe	19
Conduite économique rationnelle	107
FCOS	35
Equipier de 1 <sup>re</sup> intervention (incendie)	48
<b>TOTAL</b>	<b>341</b>

## Travailleurs handicapés

En 2007, VM Matériaux a employé 46 personnes handicapées. Elles se répartissent en 22 personnes pour l'activité négoce, 7 personnes pour l'activité béton et 17 personnes pour l'activité menuiserie.

## Formation

En 2007, VM Matériaux a proposé une action de formation à 1 308 de ses salariés (soit 2 333 stagiaires), à raison de 23 215 heures

et un investissement de 850 K€ (coûts salariaux inclus). Par ailleurs, le Groupe a formé en alternance une quarantaine de jeunes en contrats d'apprentissage ou de professionnalisation (CQP magasiniers, vendeurs internes et centralistes du béton).

## Répartition des stagiaires formés :

OUVRIER	995	42,65 %
ETAM	1 062	45,52 %
CADRES	276	11,83 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 333</b>	<b>100,00 %</b>

Dans le cadre de l'Ecole de Formation Négoce, le Groupe a proposé 15 sessions dans 8 modules métiers différents (menuiserie, couverture, sanitaire, carrelage, libre-service, environnement, gros œuvre et plâtre isolation) à ses attachés technico-commerciaux, vendeurs internes et magasiniers. Ces formations ont été organisées en partenariat avec l'atelier VM. Au sein de cette même école interne, 21 sessions de formation aux techniques de vente et 10 sessions au management et gestion de la performance pour les managers ont été mises en place.

Toujours dans le domaine de l'alternance, l'année 2007 a été marquée par l'habilitation de VM Matériaux par la fédération du négoce pour l'organisation, l'animation et la validation du Certificat de qualification professionnelle CHEF D'AGENCE du NEGOCE. Une toute nouvelle promotion de 16 CQP chef d'agence en période de professionnalisation a débuté sur le troisième trimestre.

## Investissement formation 2007 :

Salariés formés	1 308
Stagiaires	2 333
Nombre de stages	718
Nombre d'heures	23 215
<b>COUT TOTAL</b>	<b>850 K€</b>

## 10 - Politique en matière de développement durable

Le Groupe s'est engagé volontairement dans une politique de développement durable, afin de concilier trois facteurs clés : engagement environnemental, équilibre social et bien entendu le développement économique sur le long terme.

### > Responsabilité environnementale

#### Les programmes de construction

Qu'il s'agisse de la construction de nouveaux sites, de la rénovation ou de la modernisation des plus anciens, les facteurs environnementaux sont désormais systématiquement intégrés : la récupération des eaux de pluie pour alimenter les sanitaires et les robinets de puisage, l'installation d'horloges automatiques

pour gérer au mieux le chauffage et l'éclairage des locaux, lampes basse consommation, etc. Autant d'éléments qui contribuent bien entendu à réduire notre facture énergétique.

## L'optimisation des transports

Le Groupe poursuit le renouvellement important de la flotte de ses véhicules : poids lourds et véhicules légers bénéficient ainsi des dernières technologies visant à réduire la consommation de carburants et les émissions de gaz à effet de serre.

En parallèle, pour tous les chauffeurs du Groupe, se poursuit le programme de formation à la conduite économique et rationnelle débuté fin 2006. L'objectif est de sensibiliser les salariés aux enjeux environnementaux, et de les amener à utiliser au mieux les équipements perfectionnés de leurs véhicules (boîtes de vitesse entre autre) tout en maîtrisant les bases de la conduite économique (utilisation du compte tours, anticipation).

## La gestion des déchets et le traitement des eaux usées

Le Groupe a engagé un audit interne complet des sites qui ont le plus d'impact sur l'environnement afin de mettre en œuvre des solutions adaptées à chaque contexte, ceci pour améliorer la qualité des effluents rejetés.

Les sites administratifs du Groupe ont, de leur côté, mis en place un tri sélectif de leurs déchets, en particulier du papier et des cartons. Dans la continuité de cette démarche, l'utilisation à grande échelle de papier recyclé ou issu de forêts durablement gérées est un signe clair de notre engagement.

## Les émissions de CO<sub>2</sub>

Le Groupe a réalisé, à l'occasion de la Transat Jacques Vabre, une étude sur les émissions de CO<sub>2</sub> que générerait la participation à cet événement. Il s'est engagé à les compenser.

En ce qui concerne l'activité béton, un outil a été créé par la cellule Recherche et Développement de cette activité. Il permet de définir les quantités de CO<sub>2</sub> dégagées par type de béton fabriqué, en analysant leur cycle de vie complet.

## > Responsabilité sociale

### La sécurité des hommes

Les programmes de modernisation des agences et des sites industriels visent à améliorer les conditions de sécurité et de travail de nos collaborateurs : plans de circulation, moyens de stockage, renouvellement des outils de production en intégrant l'ergonomie des postes de travail. Des études approfondies sur la manutention des charges lourdes et encombrantes ont été lancées afin d'apporter des solutions concrètes et pragmatiques aux chauffeurs, magasiniers, et autres manutentionnaires, ceci en lien étroit avec les CHSCT qui jouent ainsi pleinement leur rôle de prévention et d'alerte.

### Le management des salariés

Le Groupe est très attaché aux valeurs qui ont fondé son histoire, et sont entretenues au quotidien : performance, éthique, proximité et simplicité. L'organigramme du Groupe se traduit par exemple par une ligne hiérarchique courte, facilitant le dialogue qu'il soit descendant ou ascendant. Les entretiens annuels individuels témoignent de l'importance attachée aux échanges entre le management et les salariés, l'objectif étant de faire progresser chacun à l'intérieur du Groupe.

### L'intégration des jeunes

La politique de formation du Groupe en faveur des jeunes en recherche d'identité professionnelle se poursuit d'année en année grâce à la création de classes en alternance. Les certificats de qualification professionnelle (CQP) "agent

technique de centrale à béton", "magasinier du négoce" ou encore "vendeurs internes" permettent à chaque participant de s'inscrire dans une relation "gagnant – gagnant" avec VM Matériaux.

## > Responsabilité économique et sociétale

### Gouvernance

La gouvernance du groupe VM Matériaux, organisée en Directoire et Conseil de Surveillance, assure un juste équilibre entre les instances de direction et les actionnaires. Ce fonctionnement est un gage de transparence des décisions, favorise les échanges et représente donc un socle essentiel pour assurer le bon développement de l'entreprise.

### La Recherche & Développement

Chaque domaine d'activité est impliqué dans des programmes de Recherche et Développement dont le but est de répondre à une forte attente des clients finaux, suite au Grenelle de l'Environnement par exemple, d'anticiper les futurs textes réglementaires, et de développer ainsi de nouveaux relais de croissance : maison ossature bois, augmentation des performances thermiques des menuiseries, blocs béton plus performants en termes d'isolation.

### Solidarité

Chaque année, les familles fondatrices, la direction et l'ensemble des collaborateurs se mobilisent au service d'actions humanitaires en y associant nos clients. En 2007, un projet au Brésil a permis d'offrir à des enfants de quartiers défavorisés des équipements nautiques (bateaux de type optimist).

Afin d'identifier l'ensemble de ces actions, un logotype "développement durable" a été créé en 2007. Il symbolise la poursuite de l'engagement du Groupe sur cette thématique.

## 11 - Mandataires sociaux

Conformément à l'article L225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons ci-après :

> Le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, aux mandataires sociaux, par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L233-16 dudit code.

### Directoire :

Nom	Mandat	Fonction	Fixe	Intéressement	Avantages en nature	jeton de présence	NB stock-options
AUDUREAU Philippe	Président du Directoire	Président	204 906	13 802	-	3 000	3 000
MARION Alain	Directeur général	Directeur financier	154 130	13 802	-	3 000	2 000
CHAIGNE Jean-Charles	Membre du Directoire	Directeur activité Négoce	152 660	13 802	5 414	3 000	2 000
BEAUFRAND Dominique	Membre du Directoire	Directeur Ressources Humaines	112 529	13 802	-	-	1 400
ROBIN Daniel	Membre du Directoire	Directeur Activité Béton	92 686	14 815	-	-	1 600
CADUDAL Bruno	Membre du Directoire	Directeur Activité Menuiserie	105 456	2 187	-	-	800
<b>Total</b> (information donnée en €)			<b>822 367</b>	<b>72 210</b>	<b>5 414</b>	<b>9 000</b>	<b>10 800</b>

Une partie variable s'ajoute aux rémunérations ci-dessus, déterminée individuellement sur 3 critères :

- le résultat net du Groupe majoré lorsque la rentabilité des capitaux investis (ROI) est supérieure à 5 %,
  - le résultat opérationnel, en valeur et en pourcentage de chaque domaine d'activité, pour les responsables concernés,
  - un objectif qualitatif fixé et évalué en entretien individuel par le Président du Directoire.
- Le montant des rémunérations variables qui seront versées aux membres du Directoire au titre de 2007 et qui ont été validées par le Conseil de Surveillance est de 587 600 €.



## Conseil de Surveillance

Le montant des rémunérations versées aux membres du Conseil de Surveillance s'est élevé à 151 263 €, dont 52 500 € de jetons de présence et 31 177 € de rémunération des Présidents de Conseil de Surveillance.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux à raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions.

### > La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice :

Nom	Société	Fonction	
AUDUREAU Philippe	SA VM MATERIAUX	Président du Directoire	
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance	
	SA VM DISTRIBUTION	Président du Conseil d'Administration	
	SA NAULLET	Administrateur	
	SAS SEFIMAT	Président	
	SAS VENDEE BETON	Repr. permanent personne morale membre du Conseil de Surveillance	
	SA PREFA DES PAYS DE LOIRE	Repr. permanent personne morale administrateur	
	SA FINANCIERE BLAVET	Repr. permanent personne morale administrateur	
	SAS ATLANTEM INDUSTRIES	Président	
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance	
	SARL VM DISTRIBUTION BETON	Gérant	
BEAUFRAND Dominique	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire	
	CADUDAL Bruno	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
		SA FINANCIERE BLAVET	Président directeur général
		SAS ATLANTEM INDUSTRIES	Directeur général
		SAS CIOB MOISAN	Président
	SAS QUARTZ	Président	
	CAILLAUD Dominique	SA VM MATERIAUX	Président du Conseil de Surveillance
		SARL SECA SERVICES IMMOBILIER	Gérant
		SARL VENDEE COTE SUD	Gérant
		SARL CAIM	Gérant
		SARL SCIMCA	Gérant
CAILLAUD Jérôme	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance	
	SAS LA BAULE NAUTIC	Président	
	SAS LBN DEVELOPPEMENT	Président	
	SAS S.I.LUG	Président	
	LBC NAUTIC	Président	
	CORNOUAILLE NAUTIQUE	Président	
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant	
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant	
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant	
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant	
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant	
	SARL IMMOBILIERE ST GEORGES	Co-gérant	
	SARL LES PORTES DE L'ATLANTIQUE	Co-gérant	
	FIRST BRETAGNE CHARTER	Gérant	
CAILLAUD Pascal	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance	
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Président du Conseil de Surveillance	
	SARL IMMOBILIERE TRELISSAC	Co-gérant	
	SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST	Co-gérant	
	SNC SGDI	Co-gérant	
	SC DENTESSA	Gérant	
	SC APEX 85	Gérant	
CHAIGNE Jean-Charles	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire	
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance	
	SA VM DISTRIBUTION	Directeur général et repr. permanent personne morale administrateur	
	SAS VM CENTRE LOIRE	Président	
	SAS MONTAUBAN MATERIAUX	Président	
	SAS EUROMAT	Président	
	SAS PAUL THEBAULT	Président	
	SAS ETS FARGEAUDOUX	Président	
	SARL EXELPAN	Gérant	
	SARL STANDARD	Gérant	
	SARL VM BETON	Gérant	
	SNC VM DISTRIBUTION	Gérant	
	SNC MEGNIEN DISTRIBUTION	Gérant	
	SCI CROZET	Gérant	

Nom	Société	Fonction
CUNAUD Christian	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS GROUPE SALMON ARC EN CIEL	Président
	BABY GIFT INTERNATIONAL SYSTEM	Président
	SAS ARC EN CIEL PRODUCTION	Président
	SAS ARC EN CIEL BOUTIQUE	Président
	SAS ARC EN CIEL MAILLE	Président
	SAS FIGSA	Président
	SARL ARC EN CIEL DISTRIBUTION	Gérant
	SA LACROIX	Membre du Conseil de Surveillance
	SA BNA FINANCES	Membre du Conseil de Surveillance
	GROUPE SALMON ARC EN CIEL ESPANA	Président du Conseil d'administration
	GSA HK Limited	Directeur
	SCI LE CHENE VERT	Gérant
	FOURNIER Armand	SA VM MATERIAUX
PASQUIER Louis-Marie	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	PASQUIER	Président directeur général
	FIPA	Administrateur
	BRIOCHE PASQUIER	Directeur général délégué
MARION Alain	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire / Directeur général
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président
	SA VM DISTRIBUTION	Administrateur
	SA FINANCIERE BLAVET	Administrateur / Directeur général délégué
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS TBM	Président
	SARL SUMACA CENTRE	Gérant
	SARL QUADRA	Gérant
	SARL FINANCIERE VM BETON	Gérant
	SCI JACMI	Gérant
ROBIN Christophe	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS VENDEE BETON	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE TRELISSAC	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST	Co-gérant
	SNC SGDI	Co-gérant
ROBIN Daniel	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SA NAULLET	Président du Conseil d'administration
	SAS VENDEE BETON CONTROLE	Président
	SAS VENDEE BETON	Président
	SAS BETON DES OLLONNES	Président
	SAS BETON 17	Président
	SARL VM BETON AQUITAIN	Gérant
	SARL BETON D'ILLE ET VILAINE	Gérant
	SCI ROLONNE	Gérant
ROBIN Hubert	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président du Conseil de Surveillance
	SA NAULLET	Repr. permanent personne morale administrateur
	SAS VENDEE BETON	Président du Conseil de Surveillance
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS HVB	Président
SC SOFIRO	Gérant	
ROBIN Olivier	SA VM MATERIAUX	Vice-Président du Conseil de Surveillance
	SAS MENUISERIES DU CENS	Président
	SAS Ets PEAU	Président
	SAS ATELIER PEAU	Président
	SAS PROBOPORTE	Président
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant
	SARL FINANCIERE ALKAID	Gérant
	SARL ALIOTH	Gérant
	SCI PHECDA	Gérant



## 12 - Affectation du résultat de VM Matériaux

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 7 733 123,38 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 5 165 929,85 €, soit 12 899 053,23 € de la façon suivante :

- Dotation à la réserve légale : 16 629,75 €
- Distribution aux actionnaires d'un dividende de 2,10 € par action : 5 989 970,70 €
- Affectation à la réserve facultative 2 500 000 €
- Le solde au poste "Report à nouveau" 4 392 452,78 €

étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Conformément aux dispositions légales, nous vous indiquons :

- que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2° du C.G.I., sauf en cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire,
- que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	par action	global <sup>(1)</sup>
2004	1,10 €	2 984 722 €
2005	1,50 €	4 081 554 €
2006	1,60 €	4 386 403 €

<sup>(1)</sup> montant incluant les actions d'autodétention

Nous vous proposons de mettre en paiement le dividende à compter du 2 juin 2008.

## 13 - Jetons de présence

Il vous est proposé de fixer à 43 200 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance, pour l'exercice 2007 et les suivants, ce jusqu'à décision contraire.

## 14 - Mandats des dirigeants et commissaires aux comptes

Aucun mandat de dirigeant ou de commissaire aux comptes n'arrive à expiration avec la présente assemblée.

## 15 - Ratification de la nomination provisoire par le conseil d'un membre du Conseil de Surveillance

M. Louis-Marie PASQUIER a été coopté par le Conseil de Surveillance réuni le 22 juin 2007, en remplacement de M. Yves GONNORD, démissionnaire. Nous vous demandons de ratifier cette nomination provisoire.

## 16 - Achat par la société de ses actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 25 mai 2007 au Directoire de procéder à des achats en bourse d'actions de la société, dans les conditions et limites définies par les articles L225-209 et suivants du code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont les mêmes que l'année précédente.

L'autorisation d'acquisition est donnée pour une durée de 18 mois et dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 60 000 titres
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 160 €
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 9 600 000 €

## 17 - Informations diverses

Conformément à l'art. L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'AMF, nous vous indiquons les opérations d'acquisition ou de cession réalisées par les dirigeants de VM Matériaux sur le titre de la société et portées à notre connaissance.

Mandataires concernés	Opération	Nombre titres	Montant
Membres du Directoire	Levées options	13 870	347 340 €

# Rapport du Directoire à l'Assemblée Générale extraordinaire

## Autorisation à conférer au Directoire à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions

Nous vous demandons de renouveler l'autorisation précédemment donnée au Directoire le 10 juin 2005 pour consentir au profit des mandataires sociaux et/ou de certains salariés des options de souscription ou d'achat d'actions.

Les conditions d'attribution de ces options sont les suivantes :

- le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera déterminé par le Directoire le jour où les options seront consenties. Ce prix ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options de souscription ou d'achat d'actions seront consenties. Il ne pourra également être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société pour les options d'achat ;
- ce prix ne pourra ensuite être modifié, sauf si, pendant la période durant laquelle les options pourront être exercées ou levées, la

société vient à réaliser une des opérations financières sur titres prévues par la loi ; dans ce cas, le Directoire procédera dans les conditions réglementaires, à un ajustement du prix et du nombre des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération prévue ;

- aucune option de souscription ou d'achat d'actions ne pourra être consentie :
  - moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital ;
  - dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics ;
  - dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur

le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique.

- le Directoire fixera la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, étant précisé que la durée de ces options ne pourra excéder une période de dix ans à compter de leur date d'attribution,
- le Directoire pourra prévoir l'interdiction de revente immédiate des actions acquises ou souscrites, sans toutefois que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option.

Cette autorisation comportera, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options.

La durée de l'autorisation est fixée à trente-huit mois.

## Autorisation à conférer au Directoire à l'effet de consentir des attributions gratuites d'actions

Nous vous proposons de renouveler également l'autorisation précédemment donnée au Directoire pour consentir au profit de bénéficiaires qu'il déterminera, choisis parmi les membres du personnel et/ou les mandataires, des attributions gratuites d'actions existantes.

Les actions attribuées ne pourront pas dépasser 1 % du capital ; les bénéficiaires devront conserver ces actions pendant une période minimale de deux ans à compter de

la fin de la période d'acquisition qui ne pourra elle-même être inférieure à deux ans.

Conformément à l'article L225-197-1 du code de commerce, les actions attribuées ne pourront être cédées, à l'issue de la période d'obligation de conservation, ni dans un délai de dix séances de bourse précédant et suivant la publication des comptes, ni dans un délai partant du jour de la connaissance par les dirigeants sociaux d'une information pouvant avoir une incidence significative sur

le cours de bourse et expirant 10 jours après la publication de cette information.

La durée de l'autorisation est également fixée à trente-huit mois.

Nous vous remercions de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont proposées et nous tenons à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information que vous pourriez souhaiter.



# Rapport du Conseil de Surveillance

à l'Assemblée Générale annuelle du 23 mai 2008

Mesdames, Messieurs,

Le Directoire de notre société vous a convoqués en Assemblée Générale annuelle conformément à la loi et aux statuts afin :

- d'une part de vous exposer l'activité de la société et du Groupe au cours de l'exercice 2007, ses résultats et les perspectives d'avenir, et de fournir les autres informations prescrites par la loi ;
- d'autre part, de soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice, comptes sociaux et comptes consolidés, ainsi que l'affectation du résultat.

Lecture du rapport du Directoire et des rapports des commissaires aux comptes vous a été faite.

Conformément à l'article L225-68 du code de commerce, nous vous présentons nos observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

## Le rapport du Directoire

Tout au long de l'exercice, votre Directoire nous a régulièrement tenus informés de la marche des affaires sociales et de ses principales décisions de gestion.

Le rapport du Directoire nous apparaît comme une information suffisamment complète et fidèle de l'activité de la société et des résultats de l'exercice 2007.

Le Conseil de Surveillance n'a pas d'observation à formuler sur les termes de ce rapport.

## Les comptes de l'exercice

Les états financiers détaillés de l'exercice écoulé nous ont été transmis dans les délais réglementaires et nous avons pu obtenir auprès de la société toutes informations nécessaires.

Après exercice de notre mission de vérification et de contrôle, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le bilan, le compte de résultat et l'annexe, lesquels font apparaître un total de bilan de 70 227 888,90 € et un résultat de 7 733 123,38 €.

De même, la vérification et le contrôle des comptes consolidés, faisant apparaître un résultat net consolidé de 21 161 320 €, dont part du Groupe 20 849 370 €, n'a soulevé aucune remarque particulière.

## Résolutions soumises à l'Assemblée Générale

Le Conseil de Surveillance a pris connaissance du projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale annuelle et en approuve les termes.

Le Conseil de Surveillance

# Rapport du Président du Conseil de Surveillance

à l'Assemblée Générale annuelle du 23 mai 2008 en application de l'article l225-68 du code de commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du code de commerce, le rapport sur le contrôle interne rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

## Conditions de préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance veille au bon fonctionnement de la société et du Groupe et rend compte aux actionnaires. Il exerce notamment le contrôle de la gestion et de la direction du groupe VM Matériaux.

### > Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé des neuf membres suivants :

- M. CAILLAUD Dominique, Président
- M. ROBIN Olivier, Vice-Président
- M. CAILLAUD Pascal
- M. CAILLAUD Jérôme
- M. CUNAUD Christian
- M. FOURNIER Armand, représentant des salariés actionnaires
- M. PASQUIER Louis-Marie
- M. ROBIN Christophe
- M. ROBIN Hubert

Nous vous rappelons que parmi les membres du Conseil de Surveillance, trois sont sans lien familial avec les familles fondatrices et que la majorité d'entre eux a acquis des expériences différentes et complémentaires dans le monde de l'entreprise, permettant ainsi d'avoir un conseil pluridisciplinaire. Le rapport de gestion du Directoire mentionne, par ailleurs, les fonctions exercées par les membres du Conseil dans d'autres sociétés que celles appartenant au Groupe.

### > Invités aux conseils

Le Président du Directoire et le directeur général et financier ont participé aux réunions du Conseil ainsi que les autres membres du Directoire, en fonction des thèmes abordés. Les commissaires aux comptes sont également invités en fonction des thèmes abordés.

### > Missions du Conseil de Surveillance

Les missions du Conseil de Surveillance sont fixées par les statuts et sont conformes aux dispositions légales.

Il a ainsi procédé en 2007 à :

- La nomination du nouveau Président et du Vice-président du Conseil de Surveillance

- La cooptation d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance

D'autre part, l'article 16 des statuts de la société VM Matériaux, prévoit à titre de mesures internes non opposables aux tiers, une autorisation préalable du Conseil de Surveillance pour la conclusion de certaines opérations engageant le Groupe, et notamment en matière de :

- définition de la stratégie, du plan pluriannuel et de la politique de financement,
- approbation des budgets d'exploitation, d'investissements et de trésorerie,
- définition des seuils d'autorisations d'investissements hors budget ou de prises de participation,
- décisions relatives aux cadres supérieurs de la société.

Les travaux menés en 2007 par les membres du Conseil de Surveillance ont concerné les opérations suivantes :

#### Des opérations de contrôle de la gestion du Groupe :

- approbation du budget et du plan financier annuel,
- vérification et contrôle des comptes semestriels et annuels arrêtés par le Directoire,
- autorisation de souscriptions d'emprunts et de délivrances de garanties,
- traitement et supervision des questions soumises aux comités spécialisés,
- création d'un comité d'audit et des risques,
- fixation des rémunérations des membres du Directoire,
- répartition des jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale des actionnaires.

#### Des opérations stratégiques pour le Groupe :

- examen et autorisation de projets de développement.

### > Fréquence des réunions

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige ou que la législation l'impose. Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil de Surveillance s'est réuni à 7 reprises au siège social de

la société. Le quorum pour chacune des réunions a été largement atteint.

### > Convocation

La convocation des membres du Conseil est effectuée par courrier électronique. Les commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception aux réunions qui se prononcent sur les comptes semestriels et annuels, conformément aux dispositions de l'article L 225-38 du Code de Commerce.

### > Information des membres

Les membres du Conseil ont reçu les documents nécessaires à leur mission dans les délais utiles à leur examen. En particulier, le Directoire a fourni au Conseil quatre rapports trimestriels au cours de l'année 2007, ainsi que des situations d'exploitation régulières. En dehors des séances de Conseil, les membres sont informés de tout événement affectant de manière significative la vie du Groupe et reçoivent, à titre informatif, les principaux communiqués de presse concernant le groupe VM Matériaux.

### > Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations des membres du Directoire sont proposées par le comité des rémunérations et se décomposent en deux parties :

- une partie fixée individuellement,
- une partie variable calculée sur 3 critères :
  - a) le résultat net du Groupe, en fonction de la rentabilité des capitaux engagés
  - b) la performance individuelle
  - c) le résultat opérationnel du périmètre de responsabilité

Les membres du Conseil de Surveillance perçoivent pour leur fonction des jetons de présence qui sont fixés annuellement par l'Assemblée Générale.

La rémunération du Président du Conseil de Surveillance est fixée lors de sa nomination et est réévaluée annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.



Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux en raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions.

### > Comités spécialisés

Des comités spécialisés ont été constitués et se réunissent régulièrement afin de formuler des recommandations au Conseil de Surveillance.

#### **Comité des rémunérations**

Ce comité a pour mission de revoir et de proposer au Conseil de Surveillance les rémunérations fixes et variables des membres du Directoire et de certains responsables clés du Groupe. Il s'est réuni une fois en 2007 afin d'examiner les rémunérations 2007 et leurs évolutions.

Les membres du comité sont : le Président du Conseil de Surveillance et le Vice-Président, M. Christian CUNAUD, M. Louis-Marie PASQUIER, le Président du Directoire et éventuellement le DRH du Groupe.

#### **Comité stratégique**

Ce comité a pour mission d'examiner et de donner son avis sur les projets stratégiques concernant l'évolution des différentes activités du Groupe. Il s'est réuni à 2 reprises au cours de l'année 2007.

Les membres permanents du comité sont le Président du Conseil de Surveillance, le Président du Directoire et le directeur général. Le Président du Conseil de Surveillance peut, sur son initiative, associer des membres du Conseil de Surveillance ainsi que des invités extérieurs en fonction des sujets devant être abordés.

Le Conseil de Surveillance du 20 décembre 2007 a rectifié sa composition et ses objectifs à compter de 2008.

#### **Comité d'audit et des risques**

Le Conseil de Surveillance du 20 décembre 2007 a créé un comité d'audit et des risques et en a précisé ses modalités de fonctionnement.

Les missions de ce comité s'articulent autour des 4 points suivants :

- Orientation et contrôle des travaux de l'audit interne et externe
- Examen des états financiers annuels
- Suivi de la gestion des risques
- Investigations spéciales

Les membres permanents de ce comité sont le Président du Conseil de Surveillance, et deux membres du Conseil de Surveillance : le représentant des salariés, et M. Christian CUNAUD. Le comité peut, sur son initiative, se faire assister d'invités experts ou de tout salarié souhaité. Il peut également associer les commissaires aux comptes en fonction des sujets.

Il se réunira pour la première fois en mars 2008.

## Procédures de contrôle interne

Dans le cadre de sa démarche de meilleure régulation, l'AMF a publié en février 2008 un guide de mise en œuvre du cadre de référence sur le contrôle interne adapté aux VaMPs (valeurs moyennes et petites ayant un seuil de capitalisation boursière inférieure à 1 milliard d'euros) et applicable dès les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Ce guide renforce tout particulièrement la démarche d'amélioration continue en matière de contrôle interne et de maîtrise des risques, et permet ainsi à l'ensemble des acteurs de la gouvernance de coordonner les actions.

Ainsi, le contrôle interne mis en place par le Conseil de Surveillance, le Directoire et l'ensemble du personnel est un dispositif adapté aux caractéristiques du Groupe, à ses activités et à ses objectifs tout en respectant les principes fondamentaux suivants :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Directoire,
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières.

Toutefois, même si le dispositif de contrôle interne contribue à prévenir et à maîtriser les risques résultant des activités du Groupe et les risques d'erreurs ou de fraudes, il ne peut toutefois fournir une garantie absolue que ceux-ci soient totalement éliminés.

### > Acteurs du contrôle interne

#### **Le Conseil de Surveillance**

Dans le cadre de sa mission générale de contrôle permanent et de surveillance, le

Conseil de Surveillance est régulièrement informé de l'état d'avancement des travaux menés en matière d'amélioration du dispositif de contrôle interne.

#### **Le Directoire et les comités métiers**

L'organisation générale du Groupe repose sur une large pratique de la délégation qui se formalise et se généralise progressivement. Le Directoire s'appuie sur ses comités métiers, composés de responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe, pour la coordination de la mise en œuvre des objectifs en matière de contrôle interne.

#### **L'audit interne**

L'audit interne, rattaché au Président du Directoire et au directeur général et financier, intervient dans l'ensemble du groupe VM Matériaux selon un planning biannuel révisable annuellement. Ses missions visent à une meilleure maîtrise des risques et permettent d'apprécier de façon indépendante le dispositif de contrôle interne.

#### **Le contrôle de gestion**

En complément de ses missions classiques d'analyse et de gestion, le contrôle de gestion est notamment en charge de s'assurer de l'application des procédures d'exploitation sur l'ensemble de nos sites ainsi que des bonnes pratiques.

#### **Les responsables fonctionnels et opérationnels**

L'organisation du contrôle interne repose principalement sur une mutualisation centralisée de services permettant un contrôle plus efficace sur des postes significatifs ou à risques.

Chacun de ses acteurs a en charge de s'assurer que les procédures en amont de l'enregistrement comptable des opérations ont bien été respectées et de proposer des méthodes de travail permettant de réduire les risques et d'améliorer la fiabilité des processus de l'information comptable et financière.

#### **Les commissaires aux comptes**

Conformément à leur mandat légal, les travaux de nos commissaires aux comptes viennent compléter notre dispositif de contrôle interne et apporter une assurance supplémentaire quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière.

### > Les procédures de contrôle interne relatives à l'information comptable et financière

#### **Processus comptable et de consolidation**

Le service comptable est organisé par secteur d'activité et a pour mission de vérifier et d'arrêter les comptes individuels des filiales selon des règles et des méthodes Groupe, en liaison avec les services spécialisés. Des dossiers de clôture et des liasses de consolidation sont réalisés pour chaque entité du Groupe, facilitant ainsi la supervision et la transmission des informations pour les travaux de consolidation.

D'autre part, les équipes comptables réalisent des situations mensuelles et des comptes consolidés trimestriels permettant ainsi de répondre aux nouvelles obligations

d'informations périodiques de la directive "transparence".

Les comptes consolidés du Groupe préparés conformément aux normes IFRS sont établis par la direction comptable du groupe qui s'assure :

- du respect de la réglementation comptable et de la bonne application des principes sur lesquels les comptes sont établis,
- de la qualité de l'information transmise et de son traitement centralisé pour le Groupe,
- du rapprochement des comptes avec le reporting.

La direction comptable continue sa veille sur l'évolution des normes IFRS afin d'anticiper au mieux leurs incidences sur les comptes du Groupe.

## Processus prévisionnel et reporting de gestion

Le plan à trois ans synthétise les axes stratégiques et leurs conséquences. Il est réactualisé tous les ans afin d'intégrer les évolutions du Groupe et les variations du contexte économique.

Les budgets sont élaborés conjointement entre le contrôle de gestion et les responsables opérationnels au cours du mois d'octobre, et permettent ainsi d'établir les prévisions d'activités, de charges et d'investissements pour une période budgétaire de douze mois commençant en janvier. Ils sont validés par le Directoire, en cohérence avec le plan à trois ans, et servent de référence pour le suivi de l'activité tout au long de la période budgétaire.

Un reporting de gestion mensuel et cumulé des comptes de résultats détaillés par activité met en comparaison le réalisé, le budgété et le réalisé de l'année précédente. Ce reporting de gestion est communiqué au Directoire chaque mois et transmis régulièrement au Conseil de Surveillance.

Un reporting de statistiques commerciales par activité permet également d'assurer un suivi régulier et homogène de celles-ci au travers d'indicateurs spécifiques extraits d'un outil de type système d'information décisionnel.

Dans la continuité des outils décisionnels, le Groupe met en place des outils informatiques complémentaires de gestion qui auront pour objectifs d'améliorer la fiabilité des rapports, de réduire les temps de lecture et de diffusion et, enfin et surtout, d'accroître la réactivité dans l'analyse et les plans d'actions.

## > Des services spécialisés participent à la gestion du Groupe

Au sein du groupe VM Matériaux, plusieurs services spécialisés concourent au processus de production des informations comptables et financières consolidées :

- **Un service crédit** prenant en charge à la fois le suivi des opérations de trésorerie du

Groupe et de ses filiales, ainsi que le suivi du risque clients grâce à des actions de prévention des risques d'insolvabilité, de sécurisation des paiements et de gestion partielle en interne des contentieux. Cette nouvelle organisation devrait permettre à terme d'améliorer la gestion des flux de trésorerie et d'optimiser les moyens de financement.

- **Un service juridique** assurant la gestion des dossiers relatifs au droit des sociétés et au droit commercial avec l'appui ponctuel de conseils externes.
- **Un service assurance** en charge du suivi des assurances et de la gestion des litiges produits.
- **Un service ressources humaines** en charge des travaux liés à la paie et de la gestion des ressources humaines pour le Groupe.
- **Un service prévention sécurité environnement** assurant le maintien des dispositifs de sécurité, réalisant une partie des formations prévention sécurité et veillant également au respect de la réglementation en matière d'environnement sur tous nos sites.
- **Un service parc immobilier** assurant la coordination et le suivi des projets de construction du Groupe : de la phase étude à la phase opérationnelle ainsi que les phases de rénovation et d'entretien.
- **Un service parc roulant** assurant la gestion administrative et le suivi opérationnel du parc roulant composé de chariots élévateurs et des véhicules lourds et légers.
- **Un service communication Groupe** assurant, entre autre, la coordination de la diffusion des informations.

## > Les principales actions risquées & audit en 2007

Les actions conduites par le Directoire sur le contrôle du Groupe s'articulent notamment autour des missions de gestion des risques et de l'audit.

Le processus d'actualisation des dispositifs de maîtrise des risques, débuté en 2007, a consisté à vérifier l'existence des moyens mis en place et à valider la cotation retenue lors de l'élaboration de la cartographie des risques groupe. Dans ce cadre, une mission a été confiée à un cabinet spécialisé pour tester le dispositif de sécurité du système d'information au niveau du Groupe.

Enfin, les travaux menés sur les opérations d'acquisition constituent une part de plus en plus importante dans le plan de mission d'audit et contribuent ainsi à une meilleure maîtrise du risque lié au processus de croissance externe.

Les missions d'audit de l'année 2007 ont également concerné les travaux de coordination des procédures comptables et financières et le suivi de la mise en œuvre par les responsables opérationnels des recommandations d'audits antérieurs.

## > Les axes de travail 2008-2009

Les axes de travail devront désormais être proposés ou validés par le comité d'audit et des risques. Dans l'attente de sa prise effective de fonction, le programme de travail respectera le plan 2007-2008 sur les principaux chantiers suivants :

- En matière de gestion des risques :
  - a) continuer d'améliorer le processus de management des risques
  - b) s'appuyer sur les outils de cartographie des risques
  - c) enrichir celui-ci par une veille permanente
- En matière d'informations comptables et financières :
  - a) animer le comité de lecture
  - b) suivre les travaux de formalisation
  - c) contrôler la diffusion des procédures et manuels sur l'intranet du Groupe

Ce rapport a été rédigé en collaboration avec l'auditeur interne et la direction générale et financière du groupe VM Matériaux. Son contenu a été revu et commenté avec le Président du Directoire.

Je vous précise que, conformément à l'article L 225-235 du Code de Commerce tel que modifié par la loi n° 2003-706 dite "de sécurité financière", nos commissaires aux comptes vous présenteront, dans un rapport joint à leur rapport général, leurs observations sur le présent rapport.

Le Président du Conseil de Surveillance



# Etats financiers consolidés au 31 décembre 2007

## Bilan consolidé

### Actif

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2007	31 décembre 2006
<b>ACTIF NON COURANT</b>			
Ecart d'acquisition	5	41 508	24 872
Immobilisations incorporelles	5	1 852	1 553
Immobilisations corporelles	6	68 070	56 859
Participations dans des entreprises associées	7	1 276	1 237
Autres actifs financiers	8	2 082	1 063
Impôts différés actifs	18	458	202
<b>Total actif non courant</b>		<b>115 245</b>	<b>85 786</b>
<b>ACTIF COURANT</b>			
Stocks et en-cours	10	83 690	73 935
Clients et comptes rattachés	11	103 626	94 474
Autres créances	12	27 396	9 070
Disponibilités	13	10 706	11 135
<b>Total actif courant</b>		<b>225 419</b>	<b>188 614</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>340 664</b>	<b>274 400</b>

### Passif

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2007	31 décembre 2006
<b>CAPITAL ET RESERVES</b>			
Capital	14	4 279	4 112
Réserves consolidées		70 074	52 996
Actions auto-détenues	14	-2 639	-2 055
<b>Résultat part du Groupe</b>		<b>20 849</b>	<b>15 752</b>
<b>Total capital et réserves part Groupe</b>		<b>92 563</b>	<b>70 805</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>			
Réserves		866	2 525
Résultat		312	563
<b>Total capital et réserves part intérêts minoritaires</b>		<b>1 178</b>	<b>3 088</b>
<b>FONDS PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>			
		<b>93 740</b>	<b>73 893</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>			
Impôts différés passifs	18	3 001	3 250
Provisions pour risques et charges	20	6 901	6 603
Emprunts et dettes financières	16	38 218	15 034
Autres passifs non courants	15	755	7 620
<b>Total passif non courant</b>		<b>48 875</b>	<b>32 507</b>
<b>PASSIF COURANT</b>			
Emprunts et dettes financières	16	31 085	22 612
Autres passifs courants	15	166 963	145 388
<b>Total passif courant</b>		<b>198 048</b>	<b>168 000</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>340 664</b>	<b>274 400</b>

## Etats financiers consolidés au 31 décembre 2007

## Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Chiffre d'affaires	4	596 479	503 735
Achats consommés		-389 306	-333 532
Charges de personnel	23	-96 149	-79 355
Charges externes		-61 237	-50 437
Impôts et taxes		-8 164	-7 038
Dotations / reprises amortissements		-8 765	-7 397
Dotations / reprises provisions		-74	1 395
Autres produits et charges	21	606	-1 180
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>		<b>33 390</b>	<b>26 191</b>
<b>% ROC / CA</b>		<b>5,6 %</b>	<b>5,2 %</b>
Autres produits et charges opérationnels	22	1 398	-22
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>34 788</b>	<b>26 169</b>
Charges et produits financiers	24	-3 540	- 2 080
Impôts sur les résultats	25	- 10 430	- 8 270
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>20818</b>	<b>15 819</b>
Quote-part des sociétés mises en équivalence	7	344	496
<b>RESULTAT NET CONSOLIDÉ</b>		<b>21 161</b>	<b>16 315</b>
<b>% RN / CA</b>		<b>3,5 %</b>	<b>3,2 %</b>
<b>dont part du Groupe</b>		<b>20 849</b>	<b>15 752</b>
<b>% Résultat part Groupe / CA</b>		<b>3,5 %</b>	<b>3,1 %</b>
<b>dont part des intérêts minoritaires</b>		<b>312</b>	<b>563</b>
<b>Résultat part Groupe par action (en euros)</b>	<b>26</b>	<b>7,6</b>	<b>5,8</b>
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>26</b>	<b>7,6</b>	<b>5,6</b>



## Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Total capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	2 041	10 555	-1 882	47 833	58 547	2 938	61 485
Augmentation de capital	2 071	-1 526			545		545
Distribution dividendes				-4 027	-4 027	-232	-4 259
Variation de % d'intérêts détenus						-213	-213
Variation actions propres			-173	-17	-190		-190
Instruments financiers				-7	-7		-7
Avantages au personnel <sup>(1)</sup>		97		177	274	8	282
Autres				-89	-89	24	-65
<b>Résultat consolidé de l'exercice</b>				<b>15 752</b>	<b>15 752</b>	<b>563</b>	<b>16 315</b>
Situation au 31 décembre 2006	4 112	9 126	-2 055	59 622	70 805	3 088	73 893
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	4 112	9 126	-2 055	59 622	70 805	3 088	73 893
Augmentation de capital	166	4 700			4 866		4 866
Distribution dividendes				-4 316	-4 316	-282	-4 598
Variation de périmètre				463	463	-1 941	-1 478
Variation actions propres			-584	86	-498		-498
Instruments financiers					0		0
Avantages au personnel <sup>(1)</sup>		172		222	394		394
Autres					0		0
<b>Résultat consolidé de l'exercice</b>				<b>20 849</b>	<b>20 849</b>	<b>312</b>	<b>21 161</b>
Situation au 31 décembre 2007	4 278	13 998	-2 639	76 926	92 563	1 177	93 740

<sup>(1)</sup> Les avantages au personnel se composent des écarts actuariels liés aux indemnités de fin de carrière directement imputables en capitaux propres, aux coûts des options d'achat ou de souscription.

# Etats financiers consolidés au 31 décembre 2007

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers d'euros	2007	2006
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>		
Résultat net total consolidé	21 161	16 315
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	8 328	6 990
- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	585	314
- Plus et moins-values de cession	490	348
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	-344	-496
- Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	306	234
- Coût de l'endettement financier net	3 315	1 759
- Charge d'impôt	10 430	8 270
<b>Capacité d'autofinancement avant impôt et frais financiers</b>	<b>44 270</b>	<b>33 734</b>
Coût de l'endettement net payé	-3 315	-1 759
Impôt payé	-9 643	-9 639
Variation du BFR lié à l'activité	-21 784	2 861
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>9 529</b>	<b>25 197</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations	-17 590	-11 587
Cession d'immobilisations	389	365
Incidence de la variation de périmètre	-23 538	-2 119
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-40 738</b>	<b>-13 341</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Dividendes versés aux actionnaires	-4 315	-4 027
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-281	-232
Augmentation de capital en numéraire	4 864	546
Emission d'emprunts	37 753	13 257
Remboursements d'emprunts	-10 336	-13 856
Rachats et reventes d'actions propres	-576	-172
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>27 109</b>	<b>-4 484</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE et Equivalent de trésorerie</b>	<b>-4 099</b>	<b>7 372</b>
Trésorerie d'ouverture	-1 940	-9 312
Trésorerie de clôture	-6 039	-1 941
<b>VARIATION DE TRESORERIE et Equivalent de trésorerie</b>	<b>-4 099</b>	<b>7 372</b>



# Etats financiers consolidés au 31 décembre 2007

## Notes aux états financiers consolidés

### 1 - Informations générales

VM Matériaux est centré sur l'univers du bâtiment, à travers 3 domaines d'activité :

- Le Négoce de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics, au travers d'un réseau d'agences spécialisées offrant à une clientèle de professionnels ou d'"auto-constructeurs", conseil et proximité ;

- l'industrie du Béton : béton prêt à l'emploi, béton industriel et préfabriqué ;
- la Menuiserie industrielle : gamme complète de menuiseries pour l'extérieur (fenêtres en PVC, aluminium ou bois, volets roulants, portes d'entrée) et de charpentes industrielles.

VM Matériaux est coté sur l'Eurolist, Compartiment B.

Ces états financiers sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ces états financiers ont été arrêtés par le Directoire du 3 mars 2008.

### 2 - Principes comptables et règles de consolidation

#### > Principes généraux

Les états financiers consolidés du groupe VM Matériaux ont été préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments dérivés compris).

#### Normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2007

- IAS 1 (amendement), information sur le capital ;
- IFRS 7, information à fournir au titre des actifs et passifs financiers ;
- IFRIC 10, dépréciation d'actifs et comptes intermédiaires ;

#### Normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2007 mais ne s'appliquant pas au Groupe

- IFRIC 7, information comparative à produire en application d'IAS 29 Information financière dans les économies hyper-inflationnistes ;
- IFRIC 8, champ d'application d'IFRS 2 ;
- IFRIC 9, réexamen des dérivés incorporés ;

#### Normes, amendements et interprétations non entrés en vigueur et qui n'ont pas été adoptés par anticipation ou qui ne s'appliquent pas aux activités du Groupe

- IAS 1 révisée, présentation des états financiers ;
- IAS 23, amendement de la norme IAS 23, coûts d'emprunts ;
- IFRS 8, segments opérationnels ;
- IFRIC 11, actions propres et transactions intra-groupe ;
- IFRIC 12, concession de services ;
- IFRIC 13, programme de fidélisation clients ;
- IFRIC 14, actifs de régimes à prestations définies et obligation de financement minimum.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

#### > Utilisation des estimations

La présentation des états financiers suppose que la direction établisse des estimations et des hypothèses concernant le montant des actifs et passifs, et fasse état des actifs et passifs éventuels à la date de clôture des comptes consolidés ainsi que des revenus et des charges pendant l'exercice. Les résultats effectifs peuvent naturellement diverger de ces estimations.

#### > Méthodes de consolidation

##### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en avoir le contrôle sont consolidées par mise en équivalence.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de leur date de cession.

Toutes les transactions inter-compagnies, soldes et plus ou moins values réalisés sur des opérations entre des sociétés du Groupe sont annulés. Lorsque cela est nécessaire, les méthodes comptables des filiales sont ajustées afin d'être en adéquation avec les règles et méthodes adoptées par le Groupe.

##### Transactions avec les minoritaires

Les acquisitions de titres auprès d'intérêts minoritaires génèrent un goodwill, qui représente la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable nette des actifs.

#### Engagements croisés d'achats et de ventes contractés avec les minoritaires et portant sur les titres de filiales

Lorsque le Groupe contracte des engagements d'acheter des titres de filiales détenues par des minoritaires et bénéficie de l'option d'acheter ces mêmes titres (put et call croisés), ces engagements sont comptabilisés de la manière suivante :

Le Groupe ayant dès à présent les intérêts minoritaires, aucun intérêt minoritaire n'est constaté. Un goodwill complémentaire est comptabilisé, ainsi qu'une dette, représentative du paiement futur.

La dette financière afférente à ces options d'achats et de ventes est comptabilisée en "Dettes sur immobilisations".

#### Entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en avoir le contrôle sont consolidées par mise en équivalence.

La liste des principales sociétés du Groupe figure en Note 31.

L'impact des acquisitions et des cessions des filiales est donné en Note 29.

#### > Comptabilisation des opérations étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique "Ecart de conversion".

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

## > Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon deux niveaux (secteur d'activité et secteur géographique). Le choix de ces niveaux et leur décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

Le secteur d'activité constitue le premier niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activités suivants :

- le Négoce de matériaux
- l'industrie du Béton
- la Menuiserie industrielle.

Le secteur géographique constitue le second niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu un seul secteur géographique : la France.

## > Ecart d'acquisition

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de douze mois.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs et des passifs est comptabilisée en écart d'acquisition.

Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

La valeur de l'écart d'acquisition est ramenée à sa valeur recouvrable si elle est inférieure à sa valeur nette comptable. La charge de dépréciation éventuelle est enregistrée sur la ligne "dépréciation des écarts d'acquisition" du compte de résultat incluse dans le résultat opérationnel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, dépréciation des actifs, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais sont sujets à un test de perte de valeur chaque année. Ces tests, qui sont effectués au cours du deuxième semestre de chaque année, ont pour objet de déterminer la valeur recouvrable des actifs.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité :

**Le prix de vente net** de l'actif correspond à une estimation à partir de multiples de critères financiers (chiffre d'affaires, résultat).

**La valeur d'utilité** est estimée à partir de flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs et en y appliquant un taux d'actualisation approprié. Les données utilisées dans le cadre de cette méthode proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels. Ces plans donnent lieu à des projections sur cinq ans. Le taux d'actualisation retenu pour ces flux correspond au coût du capital du Groupe.

Pour la réalisation de ces tests, les actifs sont regroupés par Unité Génératrice de Trésorerie ("UGT"). Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur des écarts d'acquisition

correspond généralement à un ou plusieurs sites commerciaux ou industriels.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée sur la ligne "dépréciation des écarts d'acquisition" du compte de résultat, incluse dans le résultat opérationnel, afin de ramener la valeur nette comptable des actifs à leur valeur recouvrable.

Il n'est pas constaté de dépréciation des écarts d'acquisition dans les 3 premières années suivant l'acquisition de l'UGT par le Groupe.

## > Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (coûts de développement de logiciels informatiques, logiciels, marques et licences) sont évaluées au coût d'acquisition, révisé périodiquement en cas de perte de valeur. Elles sont amorties linéairement sur les durées suivantes :

- Brevets et concessions : 8 ans,
- Licences informatiques : 2 à 5 ans,
- Droit au bail : 20 ans.

## > Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des terrains qui ne sont pas dépréciés du fait de leur durée de vie infinie.

Pour les terrains et constructions acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, le coût historique correspond à la juste valeur de ces biens à la date de transition aux IFRS (option de réévaluation offerte par IFRS 1). La juste valeur de ces biens a été déterminée à partir d'expertises réalisées par un expert indépendant. Des décotes ont pu être appliquées pour tenir compte des spécificités de certains sites.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur la base des durées suivantes d'utilisation probable :

- Constructions, agencements de construction, agencements de terrain : 10 à 30 ans ;
- Installations techniques, matériels et outillages : 3 à 12 ans ;
- Agencements de magasin : 3 à 10 ans.

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée du coût d'acquisition, qui inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

## > Locations financières

Les contrats de location-financement portant sur des immobilisations corporelles sont immobilisés lorsque le Groupe supporte substantiellement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Les immobilisations corporelles financées par des contrats de location-financement sont capitalisées à leur valeur actuelle correspondant aux montants des redevances à payer. Chaque redevance est partagée entre une dette financière et une charge financière. Le solde entre les redevances et les charges financières est inclus dans le poste "Dettes financières". La charge financière est comptabilisée dans le compte de résultat sur la période du leasing. Les constructions, les aménagements et équipements acquis lors d'un contrat de crédit-bail sont amortis sur la durée de vie estimée de l'actif.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe l'intégralité des risques et des avantages sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués pour ces contrats sont comptabilisés en charge sur la durée du contrat.

## > Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, prêts et créances, disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition de ces actifs. La direction détermine leur classification lors de la comptabilisation initiale.

**Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente** et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en "réserve de réévaluation". En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.

**Les placements financiers (valeurs mobilières)** sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

## > Instruments financiers

### Couverture de change

Le Groupe n'a pas appliqué de mesures de couverture de change.

### Couverture de taux

Les instruments mis en place ont principalement pour objet de couvrir la variation de taux de la dette financière long



terme à taux variable (au moyen de contrats de swap avec un taux fixe ou de cap avec un taux d'intérêt maximum couvrant une certaine période).

Ces dérivés sont initialement évalués au coût d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Le profit ou la perte résultant de l'instrument financier est comptabilisé directement dans les capitaux propres pour sa part efficace lorsqu'il existe une relation de couverture et en résultat de la période pour la part inefficace. L'instrument financier est lui rattaché au passif du bilan le concernant.

### > Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût le plus faible du coût historique et de la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du premier entré-premier sorti (First-In-First-Out, FIFO) ou la méthode du coût moyen pondéré selon les activités.

Le coût des produits finis et d'en-cours de production inclut le coût des matières premières, le coût de la main d'œuvre directe, les coûts directs et les frais de production correspondants.

La valeur nette réalisable correspond au prix de vente estimé dans le cadre de l'activité normale, net des coûts restant à encourir pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

### > Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur probable d'encaissement. Une estimation est faite pour les créances douteuses à partir d'une revue des créances dues à chaque clôture. Les pertes sur créances irrécouvrables sont passées en charges l'année de leur constatation.

### > Affacturage

Les créances d'exploitation cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sont traitées comme ayant été intégralement payées lorsque le Groupe a transféré les risques et avantages liés à la propriété de ces actifs.

Le montant des créances cédées et encaissées dans le cadre d'un mandat de gestion conclu avec le factor est porté en dettes financières sous la rubrique "concours bancaires".

### > Disponibilités / Trésorerie

Pour le bilan, le poste Disponibilités comprend les disponibilités bancaires et placements immédiatement disponibles. Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

Dans le tableau de financement, le poste "Trésorerie et équivalent de trésorerie" comprend les disponibilités bancaires, les valeurs mobilières de placement, nettes des concours bancaires courants.

### > Capital

Les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles viennent

en moins de la prime d'émission, nettes de taxes.

Lorsque la société ou ses filiales achètent leurs propres actions, le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste "actions propres" jusqu'à leur cession. Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée en capitaux propres.

### > Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes.

### > Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable.

### > Avantages du personnel

#### Engagements de retraite

Les sociétés du Groupe disposent de régimes de retraite à prestations définies qui définissent le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de son départ à la retraite.

Les engagements de retraite qui seront perçus par les salariés sont évalués suivant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions collectives en vigueur de chaque société. Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.

La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.

La variation de ces engagements est comptabilisée en résultat opérationnel courant et en résultat financier selon la nature du sous-jacent.

Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.

#### Paiements fondés sur des actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, ainsi que les plans d'attribution d'actions gratuites, donnent lieu à l'enregis-

trement d'une charge constituée de l'espoir de gain pour les bénéficiaires de ces plans ; l'espoir de gain est calculé le jour du Directoire ayant mis en place les plans selon la méthode Black et Scholes. Cette charge est répartie sur la période d'acquisition (de 2 à 4 ans) en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Les sommes perçues lorsque les options sont levées sont créditées aux postes "capital apporté" (valeur nominale) et "prime d'émission", nettes des coûts de transaction directement attribuables.

### Participation, plans d'intéressement et primes

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre de la participation, des intéressements et des primes. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

### Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié. Le Groupe comptabilise ces indemnités de fin de contrat de travail lorsqu'il est manifestement engagé à mettre fin au contrat de travail.

### > Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si les entités possèdent un droit légal de compensation et relèvent de la même administration fiscale.

### > Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Le Groupe dispose de deux catégories d'instruments dilutifs : les options de souscription d'actions et les bons de souscription d'actions.

## > Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la Société sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la Société.

## 3 - Faits marquants

### > Variation de périmètre

Les variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2007 sont les suivantes : En janvier 2007, le Groupe a acquis à la Rochelle (17) la société Euromat et sa filiale de négoce Paul Thébault, présente sur 2 sites, ainsi que la société Béton 17. Ces sociétés ont réalisé, en 2006, un chiffre d'affaires de 13,4 M€ avec 50 collaborateurs.

En janvier 2007, le Groupe a également acquis la société "CIOB Moisan" à Pleugriffet (56) et sa SCI Sofimoi. Ce spécialiste de la charpente industrielle et traditionnelle avait réalisé, en 2005, un chiffre d'affaires de 4,4 M€. CIOB Moisan emploie 48 collaborateurs.

En janvier 2007, le Groupe a enfin pris une participation de 49,99 % dans le capital de la société Joseph Cottrell, basée au Lamentin (Martinique). La société, qui est leader en négoce de matériaux sur ce département et qui dispose de 5 sites, a réalisé, en 2006, un chiffre d'affaires de 29,4 M€ avec 100 collaborateurs.

Le Groupe a acquis, le 1<sup>er</sup> février 2007, la branche d'activité Quartz, département de

la société Hydro Building Systems (HBS), spécialiste français de la gamme aluminium pour le bâtiment (Technal, Wicon, Architectural Systems), et filiale du Groupe Norvégien Norsk Hydro. Cette structure, basée à Toulouse, compte 93 salariés et a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires d'environ 20 M€.

En mars 2007, le Groupe a pris une participation de 50 % dans le capital de la société de négoce Point Bois et de la Foncière Xylo, (Guyane). La société a réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 M€ en 2006.

En juin 2007, le Groupe a créé la société VM Réunion à Saint Pierre (97). Cette société de négoce a commencé son activité en juillet 2007.

En juin et juillet 2007, le Groupe a pris des participations complémentaires de 55 % dans le capital de la société Financière Blavet. Ces prises de participation permettent au Groupe de détenir 100 % du capital de cette société au 31 décembre 2007, et ainsi de l'ensemble de l'activité menuiserie industrielle.

En juillet 2007, le Groupe a acquis la société de négoce Fargeaudoux, ainsi que sa filiale Exelpa et a pris une participation de 50%

dans le capital d'Isiland (fabrication de portes de placard). Ces sociétés sont basées à Eysines (33), et ont réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 2,9 M€ avec une vingtaine de salariés.

Sur l'impact de ces variations de périmètre, voir note 29.

### > Conversion des bons de souscription d'actions

Dans le cadre de son augmentation de capital de novembre 2004, le groupe VM Matériaux avait émis 110 000 Bons de Souscription d'Actions (BSA) qui donnaient droit à souscrire une action nouvelle au prix de 48 €. Ces BSA sont arrivés à échéance le 8 novembre 2007.

A cette date, 107 183 BSA ont été exercés, soit un taux de conversion de 97,4 %, correspondant à l'émission de 103 586 actions nouvelles, dont 98 305 actions au cours de l'exercice 2007 pour une augmentation des capitaux propres de 4,9 M€.

## 4 - Information sectorielle

### > Secteur d'activité

Au 31 décembre 2007, le Groupe est structuré en 3 principaux secteurs d'activité :

- le Négoce de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics,
- l'industrie du Béton : béton industriel, préfabriqué et prêt à l'emploi ;
- la Menuiserie industrielle.

Les résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont détaillés ci-après :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Total ventes	419 549	57 954	39 278	17 104	533 885
Inter-secteurs	-3 983	-8 405	-2 030	-15 732	-30 150
<b>Ventes</b>	<b>415 566</b>	<b>49 549</b>	<b>37 248</b>	<b>1 372</b>	<b>503 735</b>
Résultat opérationnel courant	17 924	2 932	1 944	3 391	26 191
Résultat opérationnel	16 771	2 931	1 944	4 523	26 169
Résultat financier					-2 080
Quote-part des résultats des entreprises associées			496		496
<b>Résultat avant impôt</b>					<b>24 585</b>
Impôt					-8 270
<b>Résultat net</b>					<b>16 315</b>



Les résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 sont détaillés ci-après :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Total ventes	480 257	86 084	46 967	19 415	632 724
Inter-secteurs	-4 965	-9 506	-4 076	-17 697	-36 244
Ventes	475 292	76 578	42 891	1 718	596 479
Résultat opérationnel courant	20 771	5 088	3 727	3 804	33 390
Résultat opérationnel	21 167	6 105	3 727	3 789	34 788
Résultat financier					-3 540
Quote-part des résultats des entreprises associées			344		344
Résultat avant impôt					31 592
Impôt					-10 430
Résultat net					21 161

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

2006	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements	-3 725	-1 588	-1 093	-991	-7 397
Dépréciation des écarts acquisition					
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients	1 739	-142	51		1 647
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks	-86	157	8		79
2007	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements	-4 393	-1 851	-1 536	-985	-8 765
Dépréciation des écarts acquisition					
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients	-48	-417	21		-444
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks	-200	10	0		-190

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2006 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Élimination inter-secteur	Total Groupe
Actifs	213 239	42 794	19 705	25 445	-28 020	273 163
Entreprises associées			1 237			1 237
Total actifs	213 239	42 794	20 942	25 445	-28 020	274 400
Total dettes	168 911	28 177	14 124	17 317	-28 020	200 507
Total acquisitions immobilisations	4 306	2 148	5 145	874		12 473

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels au 31 décembre 2007 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date :

	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Élimination inter-secteur	Total Groupe
Actifs	259 260	57 533	28 970	38 351	-44 725	339 389
Entreprises associées			1 275			1 275
Total actifs	259 260	57 533	30 245	38 351	-44 725	340 664
Total dettes	214 678	37 950	16 986	22 035	-44 725	246 924
Total acquisitions immobilisations	5 285	3 398	6 565	1 944		17 192

## > Secteur géographique

Au 31 décembre 2007, le Groupe ne dispose que d'un seul secteur géographique : la France.

## 5 - Immobilisations incorporelles

	Ecarts d'acquisition	Logiciels	Autres	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>				
Coût	30 581	5 258	50	35 889
Amortissements et provisions	-7 130	-3 823	-10	-10 963
Dépréciation	-478			-478
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>22 973</b>	<b>1 435</b>	<b>40</b>	<b>24 448</b>
<b>Exercice 2006</b>				
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>22 973</b>	<b>1 435</b>	<b>40</b>	<b>24 448</b>
Acquisitions	187	439	215	841
Cessions ou rebut		-1	-1	-2
Variation de périmètre	1 712	0		1 712
Dotations aux amortissements		-571	-3	-574
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>24 872</b>	<b>1 302</b>	<b>251</b>	<b>26 425</b>
<b>Au 31 décembre 2006</b>				
Coût	32 480	5 605	264	38 349
Amortissements et provisions	-7 130	-4 303	-13	-11 446
Dépréciation	-478			-478
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>24 872</b>	<b>1 302</b>	<b>251</b>	<b>26 425</b>
<b>Exercice 2007</b>				
<b>Valeur nette comptable à l'ouverture</b>	<b>24 872</b>	<b>1 302</b>	<b>251</b>	<b>26 425</b>
Acquisitions	77	544	237	858
Cessions ou rebut				
Variation de périmètre	16 559	3	84	16 646
Dotations aux amortissements		-561	-8	-569
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>41 508</b>	<b>1 287</b>	<b>564</b>	<b>43 360</b>
<b>Au 31 décembre 2007</b>				
Coût	49 595	6 299	662	56 556
Amortissements et provisions	-8 087	-5 012	-98	-13 197
Dépréciation				
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>41 508</b>	<b>1 287</b>	<b>564</b>	<b>43 360</b>



## 6 - Immobilisations corporelles

	Terrains constructions	Matériels et outillages	Autres	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>				
Coût	66 548	26 444	22 521	115 513
Amortissements	-27 674	-18 607	-16 795	-63 076
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>38 874</b>	<b>7 837</b>	<b>5 726</b>	<b>52 437</b>
<b>Exercice 2006</b>				
Valeur nette comptable à l'ouverture	38 874	7 837	5 726	52 437
Acquisitions	2 585	3 788	5 446	11 819
Cessions	-46	-15	-555	-616
Variation de périmètre	3	1	59	63
Dotations aux amortissements	-2 465	-2 328	-2 051	-6 844
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>38 951</b>	<b>9 283</b>	<b>8 625</b>	<b>56 859</b>
<b>au 31 décembre 2006</b>				
Coût	68 827	29 882	26 310	125 019
Amortissements	-29 876	-20 599	-17 685	-68 160
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>38 951</b>	<b>9 283</b>	<b>8 625</b>	<b>56 859</b>
<b>Exercice 2007</b>				
Valeur nette comptable à l'ouverture	38 951	9 283	8 625	56 859
Acquisitions	6 546	6 441	3 418	16 405
Cessions	-669	-95	-32	-796
Variation de périmètre	2 226	840	730	3 796
Dotations aux amortissements	-3 018	-2 823	-2 355	-8 196
<b>Valeur nette comptable à la clôture</b>	<b>44 037</b>	<b>13 646</b>	<b>10 386</b>	<b>68 070</b>
<b>au 31 décembre 2007</b>				
Coût	78 799	37 093	31 342	147 234
Amortissements	-34 762	-23 446	-20 955	-79 163
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>44 037</b>	<b>13 647</b>	<b>10 387</b>	<b>68 070</b>

Les crédits-bails mobiliers et immobiliers inclus ci-dessus pour lesquels VM Matériaux est le preneur sont :

	2007	2006
Coût	12 266	11 542
Amortissements	-7 860	-7 077
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>4 406</b>	<b>4 464</b>

## 7 - Participations dans des entreprises associées

	2007	2006
Au 1 <sup>er</sup> janvier	1 237	963
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	344	496
Distribution de dividendes	-306	-222
Autres variations des capitaux		
<b>Au 31 décembre</b>	<b>1 275</b>	<b>1 237</b>

La quote-part du Groupe dans les actifs, passifs (hors capitaux propres) et dans les résultats des entreprises associées est exposée ci-dessous :

	Actifs	Passifs	Ventes	Résultat	% Participation
<b>2006</b>					
Groupe Vendée Béton	3 946	3 064	8 869	318	34 %
Préfa Pays de Loire (PPL)	1 701	1 219	2 997	178	25 %
<b>Total</b>	<b>5 647</b>	<b>4 283</b>	<b>11 866</b>	<b>496</b>	
<b>2007</b>					
Groupe Vendée Béton	4 465	3 518	9 747	218	34 %
Préfa Pays de Loire (PPL)	1 704	1 206	3 204	125	25 %
<b>Total</b>	<b>6 169</b>	<b>4 724</b>	<b>12 951</b>	<b>343</b>	

## 8 - Autres actifs financiers

	2007	2006
Valeur nette comptable à l'ouverture	1 063	1 056
Variation de l'exercice	935	-68
Variation de périmètre	81	68
Reprise provision	3	7
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2 082</b>	<b>1 063</b>

	2007	2006
Titres divers et VMP	700	150
VMP Contrat de liquidité	116	65
Dépôts, prêts, cautionnements et autres	1 266	848
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2 082</b>	<b>1 063</b>

## 9 - Instruments financiers dérivés

Aucun instrument financier n'est mis en place au 31 décembre 2007.

## 10 - Stocks

	2007	2006
Matières premières	8 194	7 350
Travaux en cours	1 166	1 029
Produits intermédiaires et finis	1 233	1 243
Marchandises	77 305	68 227
<b>Valeur brute</b>	<b>87 897</b>	<b>77 847</b>
Provision pour dépréciation	(4 207)	(3 912)
<b>Valeur nette</b>	<b>83 690</b>	<b>73 935</b>

## 11 - Clients

	2007	2006
Créances clients	109 338	99 228 <sup>(1)</sup>
Provision pour dépréciation	(5 713)	(4 754)
<b>Créances clients - net</b>	<b>103 626</b>	<b>94 474</b>

(1) Dont 13 803 K€ de prestations commerciales à recevoir au 31 décembre 2006.



Les créances cédées dans le cadre du contrat d'affacturage et exclues du poste clients s'élèvent à :

	2007	2006
Créances cédées	18 700	19 558

Au cours de l'exercice, le Groupe a cédé des créances dans le cadre d'un contrat d'affacturage en contrepartie de trésorerie. En cas de défaillance des entités, le risque que le Groupe ne reçoive pas les flux de trésorerie des créances transférées n'est pas significatif et permet la décomptabilisation des créances cédées.

Au 31 décembre 2007, des créances sont provisionnées pour un montant de 5 713 K€. Les créances dépréciées concernent principalement des entreprises du bâtiment qui rencontrent des difficultés économiques. Le classement par antériorité de cette provision est le suivant :

	2007
De 0 à 4 mois	(463)
De 4 à 12 mois	(1 230)
Plus de 12 mois	(4 020)
<b>Total</b>	<b>(5 713)</b>

Au 31 décembre 2007, les créances échues mais non dépréciées s'élèvent à 20 662 K€. Ces créances se rapportent à un certain nombre de clients qui n'ont pas d'historique récent de défaillance. Le classement par antériorité de ces créances est le suivant :

	Créances	Dont couvertes par assurance
De 0 à 4 mois	14 870	3 680
De 4 à 12 mois	3 668	2 292
Plus de 12 mois	2 124	979
<b>Total</b>	<b>20 662</b>	<b>6 951</b>

Le montant des créances échues couvertes par les assurances crédit est de 6 951 K€.

## 12 - Autres actifs courants

	2007	2006
Avances et acomptes	496	364
Créances diverses nettes <sup>(1)</sup>	25 100	7 395
Charges constatées d'avance	1 800	1 311
<b>Total</b>	<b>27 396</b>	<b>9 070</b>

(1) Dont 16 414 K€ de prestations commerciales à recevoir au 31 décembre 2007.

## 13 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2007	2006
Valeurs mobilières de placement	297	
Disponibilités	10 409	11 135
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 706	11 135
Découverts bancaires (Note 16)	(16 745)	(13 076)
Trésorerie nette	(6 039)	(1 941)

## 14 - Capital apporté

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	1 360 518	18 754	2 041	10 555	-1 882	10 714
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- Valeur des services rendus				97		97
- Sommes reçues des émissions d'actions	13 075		19	526		545
Rachat d'actions propres		147			-82	-82
Contrat de liquidité		652			-91	-91
Augmentation de capital <sup>(1)</sup>	1 367 909	18 326	2 052	-2 052		
<b>Au 31 décembre 2006</b>	<b>2 741 502</b>	<b>37 879</b>	<b>4 112</b>	<b>9 126</b>	<b>- 2 055</b>	<b>11 183</b>

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre de titres a été doublé.

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	2 741 502	37 879	4 112	9 126	-2 055	11 183
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- Valeur des services rendus				172		172
- Sommes reçues des émissions d'actions	110 865		166	4 700		4 866
Rachat d'actions propres		6 640		86	-612	-526
Contrat de liquidité		-619			28	28
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>2 852 367</b>	<b>43 900</b>	<b>4 278</b>	<b>14 084</b>	<b>- 2 639</b>	<b>15 273</b>

## > Stock-options et actions gratuites

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal au prix du marché des actions à la date d'octroi. La levée des options est subordonnée à l'accomplissement de 2 à 4 années de service. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

L'évolution du nombre d'options sur la période est la suivante :

	2007
Au 1 <sup>er</sup> janvier	46 560
Options octroyées	12 400
Options exercées	-16 870
Au 31 décembre	42 090

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2007		2006	
	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options
Au 1 <sup>er</sup> janvier	36,93	46 560	23,27	49 760
Octroyées	65,89	12 400	61,26	12 400
Exercées	22,57	-16 870	12,71	-15 600
Au 31 décembre	51,21	42 090	36,93	46 560

Sur les 42 090 options en circulation au 31 décembre 2007 (46 560 en 2006), 10 490 options (9 160 en 2006) pouvaient être exercées. 16 870 options (4 310 options d'achat et 12 560 options de souscription) ont

été exercées en 2007 au prix d'exercice moyen pondéré de 22,57 € : les options de souscription exercées ont donné lieu à l'émission de 12 560 actions de 1,50 €.

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Type d'options	Année de départ d'exercice	Année d'expiration	Prix d'exercice (€)	Nombre d'options 2007	Nombre d'options 2006
Souscription	2005	2009	13,95	0	1 960
Souscription	2006	2010	12,91	1 600	7 200
Souscription	2007	2011	9,08	800	5 800
Achat	2008	2012	15,99	6 800	6 800
Achat	2007	2013	54,68	8 090	12 400
Achat	2008	2014	61,26	12 400	12 400
Achat	2009	2015	65,89	12 400	
				42 090	46 560

En janvier 2007, 12 400 options d'achat d'actions ont été attribuées au prix d'exercice de 65,89 € par action. La juste valeur de ces options, déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Sholes, ressort à 89 K€ (88 K€ en 2006). Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- prix de l'action à la date de l'octroi : 65,89 €
- prix d'exercice : 65,89 €
- taux d'intérêt annuel sans risque : 3,68 %
- volatilité : 13,17 %

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 2 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 2 ans. Compte tenu des options attribuées lors des exercices précédents, la charge de l'exercice 2007 est de 118 K€ (75 K€ en 2006).

En mars 2007, 800 actions ont été attribuées gratuitement. La juste valeur de ces options déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Sholes ressort à 58 K€ (59 K€ en 2006). Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- prix de l'action à la date de l'octroi : 73,00 €
- taux d'intérêt annuel sans risque : 3,68 %
- volatilité : 13,17 %

L'exercice des actions gratuites ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 2 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 2 ans. Compte tenu des options attribuées lors des exercices précédents, la charge de l'exercice 2007 est de 53 K€ (22 K€ en 2006).



## > Bons de souscription d'actions

Lors de l'augmentation de capital réalisée en 2004, 110 000 Bons de Souscription d'Actions (BSA) ont été émis. Deux bons donnaient droit à souscrire à une action nouvelle au prix unitaire de 96 €. Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, un bon donne droit

à la souscription d'une action au prix de 48 € (au lieu de 2 bons pour 1 action au prix de 96 € précédemment).

Au cours de la période, 98 305 bons ont été exercés et ont donné lieu à l'émission de 98 305 actions nouvelles au prix unitaire de

1,50 €. Le solde a été inscrit en prime d'émission déduction faite des frais afférents net d'impôts.

L'exercice de ces BSA s'est terminé le 8 novembre 2007 avec un taux de conversion de 97,4 %.

	2007	2006
Le nombre de BSA en circulation au 31 décembre est le suivant	0	101 122
Le nombre d'actions potentielles pouvant être émises à la levée des BSA	0	101 122

## 15 - Autres passifs

### > Autres passifs non courants

	2007	2006
Dettes sur immobilisations <sup>(1)</sup>	755	7 620
<b>Total autres passifs non courants</b>	<b>755</b>	<b>7 620</b>

(1) Les dettes sur immobilisations concernent des dettes sur acquisitions de titres.

### > Autres passifs courants

	2007	2006
Fournisseurs	124 524	114 217
Avances et acomptes	885	791
Dettes fiscales et sociales	27 909	22 827
Dettes sur immobilisations <sup>(1)</sup>	11 119	3 879
Autres dettes	2 526	3 672
<b>Total autres passifs courants</b>	<b>166 963</b>	<b>145 388</b>

(1) Les dettes sur immobilisations comprennent des dettes sur acquisition de titres.

	2007	2006
Dettes sur acquisition de titres non courantes	750	7 620
Dettes sur acquisition de titres courants (a)	7 620	945
<b>Total sur acquisition de titres</b>	<b>8 370</b>	<b>8 565</b>

(a) dont au 31 décembre 2006 des dettes contractées lors d'engagements croisés d'achats et de ventes avec des minoritaires pour 945 K€.

## 16 - Emprunts

	2007	2006
<b>Non courants</b>		
- Emprunts bancaires	26 188	12 895
- Capital restant dû sur crédits bails et locations	1 546	1 727
- Emprunts et dettes financières diverses	10 483	412
<b>Total I</b>	<b>38 218</b>	<b>15 034</b>
<b>Courant</b>		
- Emprunts bancaires	7 490	5 490
- Capital restant dû sur crédits bails et locations	576	523
- Emprunts et dettes financières diverses	6 274	3 523
- <b>Sous total</b>	<b>14 340</b>	<b>9 536</b>
- Concours bancaires	12 801	11 685
- Daily et escomptes	3 944	1 391
<b>Total II</b>	<b>31 085</b>	<b>22 612</b>
<b>Total des emprunts et autres dettes financières (I+II)</b>	<b>69 302</b>	<b>37 646</b>

Les échéances des emprunts et autres dettes financières sont indiquées ci-après :

	2007	2006
A moins d'un an	31 085	22 576
De 1 an à 5 ans	32 612	13 036
A plus de 5 ans	5 606	2 034
<b>Total</b>	<b>69 302</b>	<b>37 646</b>

## 17 - Exposition aux risques financiers

### > Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposé le Groupe provient des dettes financières. Le Groupe gère son risque en utilisant, si nécessaire, des instruments financiers, tel que les swaps de taux.

Au 31 décembre 2007, aucun instrument financier n'a été mis en place afin de couvrir le risque de taux de la dette financière à long terme (voir note 9).

La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	2007	2006
Emprunts à taux fixe	10 784	6 968
Emprunts à taux variable	25 016	13 667
<b>Total</b>	<b>35 800</b>	<b>20 635</b>

L'impact sur le résultat d'un changement de 10 points de base des taux d'intérêts aurait pour conséquence une augmentation maximum de 520 K€ de la charge financière des emprunts bancaires et des autres emprunts et dettes financières.

### > Risque de liquidité

Certains financements mis en place sont assortis de covenants.

	2007	2006
Emprunts soumis à covenants	4 150	5 558

### > Risque de change

Compte tenu de la faible proportion des importations et la quasi inexistence d'exportations, le risque de change peut être considéré comme non significatif.

### > Risque de crédit

Le risque crédit est géré au niveau du Groupe. Le service "crédit client" évalue la qualité de crédit des clients sur la base de leur situation financière, des données historiques et d'autres facteurs. Des limites de risques sont fixées sur la base de notations internes et externes. L'utilisation de limites de crédit fait l'objet d'un suivi régulier.

Le Groupe a également souscrit des contrats d'assurance crédit.

### > Risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

Pour préserver ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut, notamment, ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe suit de près son capital en contrôlant son ratio d'endettement. En 2007, le Groupe a maintenu sa stratégie, qui consiste à maintenir un ratio inférieur ou égal à 100 %.

Au 31 décembre 2007 et 2006, les ratios d'endettement sont les suivants :

	2007	2006
Emprunts	69 302	37 647
Trésorerie et équivalents	10 706	11 135
Endettement net	58 597	26 512
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>93 740</b>	<b>73 893</b>
Ratio d'endettement	63 %	36 %

L'évolution du ratio d'endettement s'explique par les investissements internes et externes réalisés en 2007, ainsi que par le BFR.

## 18 - Impôts différés

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation le cas échéant :

	2007	2006
Actifs d'impôts différés	458	202
Passifs d'impôts différés	(3 001)	(3 250)
<b>Total</b>	<b>(2 543)</b>	<b>(3 048)</b>
Variations des impôts différés :		
Au 1 <sup>er</sup> janvier	(3 048)	(3 632)
Impôts imputés au compte de résultat	1 067	555
Impôts imputés directement en capitaux propres	(110)	145
Variation de périmètre	(452)	(116)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>(2 543)</b>	<b>(3 048)</b>

## 19 - Engagements de retraite et avantages assimilés

	2007	2006
A l'ouverture	5 172	5 086
Passifs assumés lors d'un regroupement d'entreprises	559	26
Ecart actuariels	(331)	(263)
Charge imputée au compte de résultat	701	619
Cotisations versées	(265)	(296)
<b>A la clôture</b>	<b>5 836</b>	<b>5 172</b>



Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

	2007	2006
Valeur actualisée des obligations	6 144	5 342
Juste valeur des actifs du régime	(308)	(170)
Valeur actualisée des obligations non financées	5 836	5 172
<b>Passif inscrit au bilan</b>	<b>5 836</b>	<b>5 172</b>

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2007	2006
Coût des services rendus	417	400
Coût financier	297	225
Rendement attendu des actifs du régime	(13)	(6)
<b>Montant total inclus dans les charges liées aux avantages du personnel (note 23)</b>	<b>701</b>	<b>619</b>

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2007	2006
Taux d'actualisation	5,25 %	4,7 %
Taux d'augmentation future des salaires :		
- Cadres	3,25 %	3,25 %
- Non cadres	2,75 %	2,75 %

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques.

## 20 - Provisions pour autres passifs

	Engagements de retraite	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	5 172	455	638	338	6 603
Dotations		26	174	441	642
Reprise de montants inutilisés		(221)	(18)	(247)	(486)
Reprise de montants utilisées			(369)	(203)	(572)
Variation de périmètre	559		51		609
Avantages du personnel (note 19)	105				105
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>5 836</b>	<b>261</b>	<b>476</b>	<b>328</b>	<b>6 901</b>

## 21 - Autres produits et charges

	2007	2006
Créances irrécouvrables	-2 390	-3 415
Autres indemnités assurances clients	1 293	1 081
Subventions d'exploitation reçues	114	215
Quote-part opérations faites en commun	77	175
Plus-values de cessions courantes	311	143
Autres	1 201	621
<b>Net charges (-) et produits (+)</b>	<b>606</b>	<b>-1 180</b>

## 22 - Autres produits et charges opérationnels

	2007	2006
Ecart d'acquisition négatif <sup>(1)</sup>	1 017	
Plus ou moins value de cession de biens immobiliers	381	
Autres		-22
<b>Total autres produits (+) et charges (-) opérationnels</b>	<b>1 398</b>	<b>-22</b>

(1) La reprise à la juste valeur des actifs (principalement les stocks) et des passifs de l'une des acquisitions de la période, a permis de dégager un écart d'acquisition négatif de 1 017 K€. Cet écart d'acquisition négatif a été comptabilisé au 31 décembre 2007 en "Autres produits et charges opérationnels".

## 23 - Charges liées aux avantages du personnel

	2007	2006
Traitements et salaires	61 399	51 450
Charges sociales	23 901	19 438
Intérimaires	3 007	2 385
Intéressement et participation	7 252	5 585
Charges de retraite	417	400
Paievements en actions	173	97
<b>Total</b>	<b>96 149</b>	<b>79 355</b>

Effectif moyen (ETP - Equivalent Temps Plein) sur la période :

	2007	2006
Effectif ETP	2 412	2 100

## 24 - Charges et produits financiers

	2007	2006
Produits financiers	414	218
Charges financières	-3 954	-2 298
<b>Charges et produits financiers</b>	<b>-3 540</b>	<b>-2 080</b>

## 25 - Charge d'impôt sur le résultat

	2007	2006
Impôts courants	-11 497	- 8 825
Impôts différés	1 067	555
<b>Total</b>	<b>-10 430</b>	<b>-8 270</b>

L'impôt sur le résultat du Groupe est différent de l'impôt théorique qui ressortirait du taux d'imposition réel applicable aux résultats des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

	2007	2006
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	20 818	15 818
Impôts courants et différés	10 430	8 270
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>31 248</b>	<b>24 088</b>
Déficits des filiales n'ayant pas généré d'impôts différés	264	120
Pertes fiscales n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'impôts différés		
Résultats des filiales non soumises à IS	-178	-155
Plus-values soumises à taux réduit		
Retraitements divers	-554	360
<b>Résultat fiscal consolidé</b>	<b>30 780</b>	<b>24 413</b>
IS au taux normal en vigueur	10 260	8 138
IS au taux réduit	-58	-10
Gain d'impôts différés lié au changement de taux		
Contribution sociale	255	194
Réductions d'impôts diverses	-39	-52
Autres	11	
<b>Total impôts de l'exercice</b>	<b>10 430</b>	<b>8 270</b>



## 26 - Résultats par action

### > Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société.

	2007	2006
Résultat net part du Groupe en milliers d'€	20 849	15 752
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 734 721	2 696 395
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>7,62</b>	<b>5,84</b>

### > Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. La société possède un seul type d'instrument ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions. Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être acquises à la juste valeur (soit le cours boursier annuel moyen de l'action VM Matériaux). Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

	2007	2006
Résultat net part du Groupe en milliers d'€	20 849	15 752
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 734 721	2 696 395
Ajustements :		
- souscription potentielle d'actions à la levée des bons de souscription		101 122
- options sur actions	16 985	21 897
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué	2 751 706	2 819 414
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>7,58</b>	<b>5,59</b>

## 27 - Dividende par action

	2007	2006
Nombre d'actions composant le capital au 1 <sup>er</sup> janvier	2 741 502	2 721 036
Montant total du dividende versé (en milliers d'€)	4 316	4 027
<b>Dividende par action versé (en €)</b>	<b>1,60</b>	<b>1,50</b>

## 28 - Actifs et passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

	2007	2006
Garanties données à des tiers	23 907	23 173
Engagements de rachat de sociétés	12 273	23 961
Autres	300	460
<b>Total</b>	<b>36 480</b>	<b>47 594</b>

Dans le Cadre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume d'heures de formation acquis par les salariés s'élève à 142 000 heures.

## 29 - Regroupements d'entreprises

En 2006, le Groupe a acquis les participations suivantes :

Sociétés	Filiale de	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode	Date d'entrée
Montauban Matériaux	VM Distribution	100 % (1)	99,84 %	IG	01/06
Béton des Olonnes	Vendée Béton	75 %	25,50 %	ME	04/06

(1) Le Groupe détenait 51 % des titres au 31 décembre 2006 et a levé l'option de racheter 49 % des titres de la société Montauban Matériaux en janvier 2007 (engagements croisés de ventes et d'achats : voir note 15).

En 2007, le Groupe a acquis les participations suivantes :

Sociétés	Filiales de	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode	Date d'entrée
Béton 17	Financière VM Béton	100,00%	100,00%	IG	01/2007
Euromat	VM Distribution	100,00%	99,84%	IG	01/2007
Paul Thébault	VM Distribution	100,00%	99,84%	IG	01/2007
CIOB Moisan	Atlantem Industries	100,00%	100,00%	IG	01/2007
Sofimoi	Atlantem Industries	100,00%	100,00%	IG	01/2007
Quartz <sup>(1)</sup>	Atlantem Industries	100,00%	100,00%	IG	02/2007
Joseph Cottrell	Sefimat	49,99%	49,99%	IP	01/2007
Point Bois	Sefimat	50,00%	50,00%	IP	03/2007
Foncière Xylo	Sefimat	50,00%	50,00%	IP	03/2007
VM Réunion <sup>(2)</sup>	Sefimat	100,00%	100,00%	IG	06/2007
Fargeaudoux	VM Distribution	100,00%	99,84%	IG	07/2007
Exelpan	VM Distribution	100,00%	99,84%	IG	07/2007
Isiland	VM Distribution	50,00%	49,92 %	IP	07/2007

(1) Création de la société "Quartz", qui a acquis le 1<sup>er</sup> février 2007, la branche d'activité Quartz, département de la société Hydro Building Systems (HBS), spécialiste français de la gamme aluminium pour le bâtiment (Technal, Wicona, Architectural Systems), et filiale du Groupe Norvégien Norsk Hydro.

(2) Création de la société en juin 2007.

Le Groupe a également pris une participation complémentaire de 55 % dans le capital de la société Financière Blavet et détient 100 % du capital de cette société au 31 décembre 2007. Cette prise de participation complémentaire a pour impact d'augmenter le pourcentage d'intérêt du Groupe dans la société Atlantem et ses filiales de 81,85 % à 100 %.

IG : Intégration globale - IP : Intégration proportionnelle - ME : Mise en équivalence

## > Incidence des acquisitions sur la trésorerie du Groupe

Prix d'acquisition	-25 609
Trésorerie et équivalent de trésorerie des filiales acquises	2 263
Variation de la dette sur acquisition de titres	-192
<b>Incidence des acquisitions sur la trésorerie du Groupe</b>	<b>-23 538</b>

Sur les dettes sur acquisition, voir note 15.

## > Ecart d'acquisition et actifs nets liés aux acquisitions

Au 31 décembre 2007, les actifs nets et l'écart d'acquisition résultant de ces opérations se détaillent comme suit :

	2007	2006
Montant des titres acquis	25 508	2 434
Coûts directs liés aux acquisitions	101	10
<b>Total du prix d'acquisition</b>	<b>25 609</b>	<b>2 444</b>
Juste valeur des actifs nets des participations acquises <sup>(1)</sup>	-7 571	-518
Juste valeur des actifs nets des participations complémentaires	-1 479	-214
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>16 559</b>	<b>1 712</b>

## > <sup>(1)</sup> Détail de la juste valeur des actifs nets des participations acquises :

Trésorerie nette des sociétés acquises	+	2 263
Immobilisations	+	3 658
Besoin en fonds de roulement	+	4 280
Provisions pour risques et charges	-	-329
Dettes financières	-	-2 218
Dettes sur acquisition	-	-83
<b>Total</b>		<b>7 571</b>



## > Incidence des acquisitions sur le compte de résultat

En M€	2007	2007 à périmètre constant	Ecart
Chiffre d'affaires	596,5	544,7	51,8
ROC	33,4 5,6 %	31,9 5,9 %	1,5
Résultat net	21,1 3,6 %	19,2 3,5 %	1,9

## 30 - Opérations entre parties liées

### > Transactions avec entreprises liées

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent les opérations avec les sociétés mises en équivalence.

	2007	2006
Vente de biens et services	3 703	2 860
Achat de biens et services	8 297	7 813
Créances	1 336	1 189
Dettes	3 577	3 734

### > Rémunération des dirigeants

	2007	2006
Salaires et autres avantages à court terme	1 651	1 477
Paiements fondés sur des actions	118	97
<b>Total</b>	<b>1 769</b>	<b>1 574</b>

## 31 - Liste des filiales et participations

### > Société consolidante

VM MATERIAUX	85260	L'Herbergement
--------------	-------	----------------

### > Sociétés intégrées

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêts
<b>Negoce de matériaux de construction</b>					
VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	99,84	99,84
SNC VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,63
VM CENTRE LOIRE	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
STANDARD	33100	Bordeaux	IG	100,00	99,84
MONTAUBAN MATERIAUX	82000	Montauban	IG	100,00	99,84
SNC MEGNIEN DISTRIBUTION	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	99,84
SARL BOIS DU BERRY	36270	Eguzon-Chantôme	IG	75,00	74,88
SAPRO MARTINIQUE	97200	Fort-de-France	IG	100,00	100,00
PAUL THEBAULT	17000	La Rochelle	IG	100,00	99,84
FARGEAUDOUX	33320	Eysines	IG	100,00	99,84
EXELPAN	33320	Eysines	IG	100,00	99,84
ISILAND	33320	Eysines	IP	50,00	49,92
LA DIMENSION	97300	Cayenne	IG	100,00	100,00
SAPRO GUADELOUPE	97122	Baie Mahault	IG	99,95	99,95
SOREPRO	97491	Saint-Denis	IG	100,00	99,99
VM SEFIMAT	97122	Baie Mahault	IG	99,90	99,90
JOSEPH COTTRELL	97232	Le Lamentin	IP	49,99	49,99
POINT BOIS	97300	Cayenne	IP	50,00	50,00
VM REUNION	97410	Saint-Pierre	IG	100,00	100,00
VM ASIA Limited		Hong Kong	IG	100,00	100,00

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêts
<b>Industrie du béton et béton prêt à l'emploi</b>					
NAULLET	85000	La Roche-sur-Yon	IG	99,94	99,94
VENDEE BETON CONTRÔLE	85140	Sainte-Florence	IG	74,90	83,43
VM BETON AQUITAIN	85260	L'Herbergement	IG	74,98	74,98
VM BETON SERVICES	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
VM DISTRIBUTION BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
BETON 17	17000	La Rochelle	IG	100,00	100,00
<b>Menuiserie Industrielle</b>					
ATLANTEM INDUSTRIES	56920	Noyal-Pontivy	IG	100,00	100,00
QUARTZ	56920	Noyal-Pontivy	IG	100,00	100,00
CIOB MOISAN	56120	Pleugriffet	IG	100,00	100,00
<b>Activités Diverses</b>					
<b>Holdings</b>					
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
FINANCIERE VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
FINANCIERE BLAVET	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
QUADRA	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SEFIMAT	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
EUROMAT	17000	La Rochelle	IG	100,00	99,84
<b>Sociétés immobilières</b>					
SUMACA CENTRE	87000	Limoges	IG	100,00	99,84
SCI JACATTE	24480	Le Buisson-de-Cadouin	IG	50,00	49,92
SCI JACMI	85180	Le Château-d'Olonne	IG	100,00	99,84
SCI DE LA PLAINE	41110	Saint-Aignan-sur-Cher	IG	100,00	99,84
SCI FLORENCE	97200	Le Lamentin	IG	50,00	50,00
SCI GUILLAUME	97300	Cayenne	IG	50,00	50,00
SCI JULIE	97122	Baie Mahault	IG	100,00	100,00
SCI DUCLOS	22120	Hillion	IG	100,00	100,00
SCI MAIZIERES	10510	Maizières-la-Grande-Paroisse	IG	100,00	100,00
SARL CROZET	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
SNC FONCIERE XYLO	97300	Cayenne	IP	50,00	50,00
SCI SOFIMOI	56920	Noyal-Pontivy	IG	100,00	100,00
<b>Société de transport</b>					
SAST.B.M.	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	99,84

## > Sociétés mises en équivalence

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêts
<b>Industrie du béton et béton prêt à l'emploi</b>					
PREFA PAYS DE LOIRE (PPL)	85600	St-Georges-de-Montaigu	ME	24,99	24,99
GROUPE VENDEE BETON	85260	L'Herbergement	ME	34,00	34,00

IG : Intégration globale - IP : Intégration proportionnelle - ME : Mise en équivalence

## 32 - Evénements post-clôture

### > Variation de périmètre

En janvier 2008, le Groupe a pris une participation de 50 % dans le capital de la société Havraise de Matériaux. Avec sept agences situées au Havre, à Rouen et à Caen, la société Havraise de Matériaux a

réalisé en 2006 un chiffre d'affaires de 28,5 M€ avec 88 collaborateurs.

En janvier 2008, les sociétés Sefimat et Joseph Cottrell ont pris une participation de

50 % dans le groupe LEADER MAT. Ce groupe de négoce composé de 6 sociétés et 5 agences basées en Guadeloupe, en Martinique et à Saint-Martin a réalisé en 2006 un chiffre d'affaires de 18 M€ avec 45 collaborateurs.



# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes consolidés de l'exercice  
clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société VM Matériaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## 2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note du paragraphe 2 de l'annexe aux comptes consolidés – "**Principes comptables et règles de consolidation**", relative aux écarts d'acquisition, expose la méthode de suivi de leur valeur. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nos travaux ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES  
le 18 avril 2008

BOISSEAU & ASSOCIES, Emmanuel BOQUIEN

EXCO ATLANTIQUE, François MACE

# Comptes annuels 2007 de VM Matériaux

Bilan au 31 décembre 2007

## Actif

En milliers d'euros	2007			2006
	Brut	Amortissements	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Concessions, brevets et droits similaires	4 538	3 469	1 069	993
Fonds commercial et droit au bail	6	6		
Immobilisations incorporelles en cours	387		387	149
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 930</b>	<b>3 475</b>	<b>1 456</b>	<b>1 142</b>
Terrains	878	313	565	458
Constructions	2 958	1 637	1 321	1 108
Installations techniques, matériels et outillages industriels	29	21	8	10
Autres	2 881	2 084	797	374
Immobilisations corporelles en cours	70		70	27
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>6 817</b>	<b>4 055</b>	<b>2 762</b>	<b>1 976</b>
Participations	30 939		30 939	27 938
Autres titres immobilisés	39		39	39
Autres	2 766		2 766	2 131
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>33 744</b>		<b>33 744</b>	<b>30 107</b>
<b>Total</b>	<b>45 491</b>	<b>7 530</b>	<b>37 962</b>	<b>33 225</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	359		359	359
Créances clients et comptes rattachés	7 278		7 278	6 237
Autres créances	24 058	5	24 053	12 935
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	94		94	24
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	483		483	359
<b>Total</b>	<b>32 271</b>	<b>5</b>	<b>32 267</b>	<b>19 914</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>77 762</b>	<b>7 535</b>	<b>70 228</b>	<b>53 139</b>



# Comptes annuels 2007 de VM Matériaux

Bilan au 31 décembre 2007

## Passif

En milliers d'euros	2007	2006
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	4 279	4 112
Primes d'émission, de fusion, d'apport	13 371	8 674
Réserve légale	411	204
Réserves réglementées	541	541
Autres réserves	13 514	10 514
Report à nouveau	5 166	5 558
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>7 733</b>	<b>7 131</b>
Provisions réglementées	88	69
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>45 103</b>	<b>36 803</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>375</b>	<b>171</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 135	2 083
Emprunts et dettes financières divers	10 826	9 100
<b>Sous-total</b>	<b>17 961</b>	<b>11 183</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 248	796
Dettes fiscales et sociales	5 133	3 960
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	402	226
Autres dettes	6	
<b>Total dettes</b>	<b>24 750</b>	<b>16 165</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>70 228</b>	<b>53 139</b>

## Comptes annuels 2007 de VM Matériaux

## Compte de résultat

En milliers d'euros	2007	2006
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Montant net du chiffre d'affaires	19 674	17 298
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges	2 141	1 787
Autres produits		5
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>21 815</b>	<b>19 089</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		1
Autres achats et charges externes	7 382	5 998
Impôts, taxes et versements assimilés	524	482
Salaires et traitements	6 028	5 388
Charges sociales	2 451	2 260
Dotations aux amortissements	762	694
Dotations aux provisions		3
Autres charges	64	61
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>17 211</b>	<b>14 886</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>4 604</b>	<b>4 204</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participations	5 193	3 758
Autres intérêts et produits assimilés	914	485
Reprises sur provisions	3	
Produits nets sur cessions V.M.P.	44	34
<b>Produits financiers</b>	<b>6 154</b>	<b>4 277</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	919	532
<b>Charges financières</b>	<b>919</b>	<b>532</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>5 235</b>	<b>3 745</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôt</b>	<b>9 839</b>	<b>7 949</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations en capital	52	1 227
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	18	54
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>70</b>	<b>1 281</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations en capital	83	56
Dotations aux amortissements et provisions	252	97
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>335</b>	<b>153</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-264</b>	<b>1 128</b>
Participation des salariés	123	272
Intéressement des salariés	619	476
Impôts sur les bénéfices	1 099	1 198
<b>RESULTAT NET</b>	<b>7 733</b>	<b>7 131</b>



# Comptes annuels 2007 de VM Matériaux

## Annexe aux comptes sociaux

### 1 - Faits significatifs de l'exercice

#### > Fin de levée d'option des BSA

Dans le cadre de son augmentation de capital de novembre 2004, le groupe VM Matériaux avait émis 110 000 Bons de Souscription d'Actions (BSA) qui donnaient droit à souscrire une action nouvelle au prix de 48 €. Ces BSA sont arrivés à échéance le 8 novembre 2007.

A cette date, 107 183 BSA ont été exercés, soit un taux de conversion de 97,4 %, correspondant à l'émission de 103 586 actions

nouvelles, dont 98 305 actions au cours de l'exercice 2007 pour une augmentation des capitaux propres de 4,7 M€.

#### > Prise de participation complémentaire

En juin et juillet 2007, la société a pris des participations complémentaires de 55 % dans le capital de la société Financière Blavet. Ces prises de participation permettent à la

société de détenir 100 % du capital de cette société au 31 décembre 2007.

#### > Composition du Conseil de Surveillance

M. Dominique CAILLAUD a pris la présidence du Conseil en remplacement de M. Olivier ROBIN, qui devient vice-président.

M. Louis-Marie PASQUIER a été coopté par le Conseil de Surveillance en remplacement de M. Yves GONNORD.

### 2 - Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément au Plan Comptable Général 1999 et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Conformément aux règlements n°2002-10 et n°2004-06, la société VM Matériaux applique, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les nouvelles règles comptables en matière de définition, de valorisation et de dépréciation des actifs.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges. Les frais d'acquisition de titres de participation font l'objet d'un retraitement extra-fiscal.

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et elles sont composées essentiellement de logiciels amortis en linéaire sur 2 à 5 ans.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la nature et les conditions probables d'utilisation des biens.

Les taux et durées généralement retenus sont les suivants :

Terrains		
Agencements et aménagements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions		
Constructions structure	30 ans	Linéaire
Constructions toiture	20 ans	Linéaire
Agencements et aménagements des constructions	10 ans	Linéaire
Installations techniques, matériels et outillages		
Matériels et outillages industriels	3 à 5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles		
Matériel de transport	3 à 4 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	3 à 10 ans	Linéaire

#### Participations, autres titres immobilisés, VMP

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur d'inventaire est estimée à partir de la quote-part de la situation nette comptable réévaluée pour tenir compte de la valeur de rentabilité dégagée par la société concernée.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques est constatée sur les plans d'options d'achat d'actions dès lors que la valeur d'achat prévue au plan est inférieure au prix moyen de revient des actions détenues ou à acquérir par la société. Pour les actions à acquérir, le prix d'acquisition retenu est le cours de bourse du dernier jour de l'exercice.

#### Intégration fiscale

##### Composition :

- SARL QUADRA
- SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION
- SA VM DISTRIBUTION
- SARL SUMACA CENTRE
- SAS VM CENTRE LOIRE
- SARL STANDARD
- SNC MEGNIEN DISTRIBUTION
- SCI DE LA PLAINE
- SA NAULLET
- SARL FINANCIERE VM BETON
- SNC VM BETON SERVICES
- SARL VM BETON
- SARL VM DISTRIBUTION BETON
- SAS TBM

##### Règle :

Les déficits des filiales intégrées sont récupérés sur le bénéfice du groupe par la mère. Les filiales déficitaires récupèrent leurs déficits sur leurs premiers bénéfices si elles restent dans le groupe intégré.

## 3 - Notes annexes au bilan et au compte de résultat

### > Etat des immobilisations

	31/12/06	Immobilisations acquises Reclassement	Immobilisations sorties	31/12/07
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 248</b>	<b>756</b>	<b>74</b>	<b>4 930</b>
Terrains et agencements	751	167	41	878
Constructions et agencements	2 638	320		2 958
Installations techniques, matériels et outillages	29			29
Autres immobilisations corporelles	2 219	709	46	2 882
Immobilisations en cours	27	70	27	70
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 664</b>	<b>1 267</b>	<b>113</b>	<b>6 816</b>
Titres de participation	27 938	3 002		30 940
Autres titres immobilisés	42		3	39
Actions propres <sup>(1)</sup>	1 887	846	254	2 479
Autres créances immobilisées contrat de liquidité <sup>(1)</sup>	65	51		116
Actions propres et contrat de liquidité <sup>(1)</sup>	167		7	160
Prêts, autres immobilisations financières	11			11
<b>Immobilisations financières</b>	<b>30 111</b>	<b>3 898</b>	<b>265</b>	<b>33 744</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>40 021</b>	<b>5 922</b>	<b>452</b>	<b>45 491</b>

### > <sup>(1)</sup> Détail des actions propres et contrat de liquidité :

	Nombre		Prix moyen d'acquisition (€)	Cours au 31/12/07 (€)	Montant (K€)	
	31/12/06	31/12/07			Total	Provision
Actions propres (a)	35 211	41 851	59,23	75,99	2 479	349
Actions propres contrat liquidité	2 668	2 050			160	
Autres créances immobilisées contrat liquidité	160	1 114			116	

(a) Actions détenues conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 25 mai 2007.

Une provision pour risque de 349 K€ a été constatée pour couvrir les moins values liées aux levées de stock-options et à l'attribution d'actions gratuites.

### > Etat des amortissements sur immobilisations

	31/12/06	Dotations	Reprises	31/12/07
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3 106</b>	<b>369</b>		<b>3 475</b>
Terrains et agencements	293	19		313
Constructions et agencements	1 531	107		1 637
Installations techniques, matériels et outillages	18	3		21
Autres immobilisations corporelles	1 845	264	25	2 084
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>3 687</b>	<b>393</b>	<b>25</b>	<b>4 055</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>6 793</b>	<b>762</b>	<b>25</b>	<b>7 530</b>



## > Echéances des créances

	Total au 31/12/06	Total au 31/12/07	Ventilation		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Autres immobilisations financières	11	11		7	4
Créances clients	6 237	7 278	7 278		
Personnel et comptes rattachés	160	177	177		
Etat - impôts et taxes	122	141	141		
Groupe et associés	11 367	23 593	23 593		
Débiteurs divers	1 291	147	147		
Comptes de régularisation	359	483	483		
<b>Total</b>	<b>19 546</b>	<b>31 830</b>	<b>31 819</b>	<b>7</b>	<b>4</b>

## > Informations sur la variation des capitaux propres

	Capital (1)	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Provisions	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2005	2 041	10 199	14 209	6 635	25	33 109
<b>MOUVEMENTS 2006</b>						
Affectation résultat 2005			6 635	-6 635		0
Variation capital	2 071	- 1 525	1			547
Distribution dividende			-4 027			-4 027
Résultat de l'exercice				7 131		7 131
Provisions réglementées					44	44
Situation au 31 décembre 2006	4 112	8 674	16 817	7 131	69	36 803
<b>MOUVEMENTS 2007</b>						
Affectation résultat 2006			7 131	-7 131		0
Variation capital	166	4 697				4 864
Distribution dividende			-4 316			-4 316
<b>Résultat de l'exercice</b>				<b>7 733</b>		<b>7 733</b>
Provisions réglementées					19	19
Situation au 31 décembre 2007	4 279	13 371	19 633	7 733	87	45 103

(1) Le nombre d'actions composant le capital social en fin d'exercice est de 2 852 367 avec une valeur nominale de 1,50 €.

## > Etat des provisions inscrites au bilan

	31/12/06	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	31/12/07
<b>Provisions réglementées</b>					
Amortissements dérogatoires	69	19			88
<b>Sous total</b>	<b>69</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>88</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
Sur valorisation des stock-options	134	233	18		349
Sur organismes sociaux	9				9
Médailles du travail	27		10		16
<b>Sous total</b>	<b>171</b>	<b>233</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	<b>375</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>					
Immobilisations financières	3		3		0
Créances diverses	5				5
<b>Sous total</b>	<b>8</b>		<b>3</b>		<b>5</b>
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>248</b>	<b>252</b>	<b>32</b>	<b>0</b>	<b>467</b>
Dotations et reprises d'exploitation			10		
Dotations et reprises financières			3		
Dotations et reprises exceptionnelles		252	18		

## > Echéances des dettes

	Total au 31/12/2006	Total au 31/12/2007	Ventilation		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 083	7 135	3 695	2 773	667
Groupe et associés	9 100	10 826	10 826		
Dettes d'exploitation	4 757	6 381	6 381		
Dettes sur immobilisations	226	402	402		
Autres dettes		6	6		
Comptes de régularisation					
<b>Total</b>	<b>16 165</b>	<b>24 750</b>	<b>21 310</b>	<b>2 773</b>	<b>667</b>

Les emprunts et financements d'exploitation sont, en général, basés sur l'Euribor 3 mois majoré des commissions bancaires. Il n'y a plus de swap de taux en cours au 31 décembre 2007.

## > Charges et produits - Régularisations - Charges à payer

	31/12/07	31/12/06
<b>Charges à payer</b>		
Emprunts et dettes financières diverses	468	296
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	380	336
Dettes fiscales et sociales	2 132	2 272
Dettes sur immobilisations	220	73
Autres dettes		
<b>Total charges à payer</b>	<b>3 200</b>	<b>2 977</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>483</b>	<b>359</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Produits à recevoir</b>		
Clients et comptes rattachés	3 589	4 662
Autres créances	942	1 706
<b>Total produits à recevoir</b>	<b>4 531</b>	<b>6 368</b>

## > Informations sur les postes concernant les entreprises liées

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes financières diverses	8 890	1 345
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	91	
Autres dettes		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		
Participations	30 861	78
<b>CREANCES</b>		
Créances clients et comptes rattachés	4 728	341
Autres créances	23 545	83
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	384	43
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits de participations	4 872	321
Intérêts et produits assimilés	850	64



## > Engagements financiers

	31/12/07	31/12/06
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Effets escomptés non échus		
Avals et cautions	25 644	27 258
Nantissements de titres de participation		
Autres	300	
<b>Total</b>	<b>25 944</b>	<b>27 258</b>
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
Avals, cautions et garanties		
Autres engagements reçus		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>ENGAGEMENTS RECIPROQUES</b>		
Crédit-bail		
<b>Total</b>		
<b>AUTRES ENGAGEMENTS</b>		
Montant des engagements en matière de retraite	861	799

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés mais inscrits en engagements hors bilan, selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées désignée par la norme IAS 19.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2007	2006
Taux d'actualisation	5,25 %	4,7 %
<b>Taux d'augmentation future des salaires :</b>		
Cadres	3,25 %	3,25 %
Non cadres	2,75 %	2,75 %

### **Droit Individuel à la Formation**

Dans le Cadre du Droit Individuel à la Formation (DIF), le volume d'heures de formation acquis par les salariés s'élève à 7 480 heures.

## > Crédit bail

Il n'y a plus de contrat de crédit-bail en cours au 31 décembre 2007.

## > Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	BASES				Impôt (33,33 %)
	Compte résultat	Réintégrations	Déductions	Total	
Résultat courant	9 839	170	5 023	4 986	1 662
Résultat exceptionnel	-264			-264	-88
Intéressement et participation	-743	123	272	-891	-297
Plus values long terme					
Déduction liée à l'intégration fiscale	-585			-585	-195
<b>Total</b>	<b>8 247</b>	<b>293</b>	<b>5 294</b>	<b>3 246</b>	<b>1 082</b>
Imputation déficits antérieurs					
Impôt réel des filiales intégrées					6 548
Crédits d'impôt					-31
Contribution sociale de 3,3 %					227
<b>Montant total de l'impôt à payer</b>					<b>7 826</b>
<b>Montant de l'impôt reversé par les filiales intégrées</b>					<b>-6 727</b>
<b>Montant de l'impôt net comptable</b>					<b>1 099</b>

## > Situation fiscale latente

Situation de VM Matériaux indépendamment de l'intégration fiscale.

	BASES			Impôt théorique (33,33 %)
	Au 31/12/2006	Variation	Au 31/12/2007	
<b>Décalages temporaires</b>				
Charges non déductibles	360	-137	223	74
Provisions non déductibles	0	0	0	0
<b>Total impôt sur situation fiscale latente</b>				<b>74</b>

## > Produits et charges exceptionnels

PRODUITS	
Cessions d'immobilisations corporelles	51
Cessions d'immobilisations financières	1
Reprise provision pour risques et charges	18
<b>Total</b>	<b>70</b>
CHARGES	
VNC des immobilisations corporelles cédées	61
VNC des immobilisations financières cédées	3
Mali sur rachat actions propres	18
Dotations provisions pour risques et charges	233
Dotations amortissements dérogatoires	19
<b>Total</b>	<b>335</b>



## > Informations sociales

Effectif réparti par catégorie socio-professionnelle.

INSCRITS	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006
Etam	83	73
Cadres et assimilés	68	60
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>133</b>

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.

	2007	2006
Rémunération brute globale des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	1 651	1 477

## > Plan d'options d'achat ou de souscription d'actions

	Plan 2002	Plan 2003	Plan 2004	Plan 2005	Plan 2006	Plan 2007
Date de l'Assemblée	9 juin 00	9 juin 00	9 juin 00	10 mai 05	10 mai 05	25 mai 07
Date du Directoire	29 mars 02	24 mars 03	2 fév. 04	29 mars 05	16 jan. 06	3 jan. 07
Nombre d'options attribuées aux mandataires	12 000	3 600	4 600	10 000	10 000	10 000
Nombre d'options attribuées aux salariés	2 200	2 200	2 200	2 400	2 400	2 400
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou acquises	14 200	5 800	6 800	12 400	12 400	12 400
Point de départ d'exercice des options	29 mars 06	24 mars 07	2 fév. 08	29 mars 07	16 jan. 08	3 jan. 09
Date d'expiration	28 mars 10	23 mars 11	1 fév. 12	29 mars 13	16 jan. 14	2 jan. 15
<b>Prix d'achat ou de souscription</b>	<b>12,91 €</b>	<b>9,07 €</b>	<b>15,99 €</b>	<b>54,68 €</b>	<b>61,26 €</b>	<b>65,89 €</b>
Nombre d'options annulées						
Nombre d'options levées	12 600	5 000		4 310		
Nombre d'options restantes	1 600	800	6 800	8 090	12 400	12 400

## > Attributions gratuites d'actions

Date d'attribution	Janvier 2006	Mars 2007
Nombre	960	800
Période d'attribution	2 ans	2 ans
Période de conservation	2 ans	2 ans

## > Bons de souscription d'actions

Lors de l'augmentation de capital réalisée en 2004, 110 000 Bons de Souscription d'Actions (BSA) ont été émis. Deux bons donnaient droit à souscrire à une action nouvelle au prix unitaire de 96 €. Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, un bon donne droit à la souscription d'une action au prix de 48 € (au lieu de 2 bons pour 1 action au prix de 96 € précédemment).

Au cours de la période, 98 305 bons ont été exercés et ont donné lieu à l'émission de 98 305 actions nouvelles au prix unitaire de 1,50 €. Le solde a été inscrit en prime d'émission déduction faite des frais afférents net d'impôts.

L'exercice de ces BSA s'est terminé le 8 novembre 2007 avec un taux de conversion de 97,4 %.

	2007	2006
Le nombre de BSA en circulation au 31 décembre est le suivant	0	101 122
Le nombre d'actions potentielles pouvant être émises à la levée des BSA	0	101 122

## Filiales et participations

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (% de contrôle)	Intégration fiscale	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés par la société consolidante au cours de l'exercice (*)
					Brute	Nette					
<b>FILIALES (+ de 50 %) DE VM MATERIAUX</b>					(*) Dividendes comptabilisés						
SAS VENDEE BETON CONTRÔLE Ste-Florence	46	773	74,90		684	684		75	6 509	234	127
SARL VM BETON AQUITAIN L'Herbergement	76	182	74,98		57	57	1 256	106	6 002	60	
SA NAULLET La Roche-sur-Yon	152	1 670	99,93	A	1 219	1 219	1 953	75	12 338	401	250
SAS ATLANTEM INDUSTRIES Noyal-Pontivy	627	16 106	67,00		8 401	8 401		5 555	67 689	2 852	503
SARL QUADRA L'Herbergement	66	525	100,00	A	457	457				211	
SAS SEFIMAT L'Herbergement	1 894	3 081	99,99		7 147	7 147	3 125	1 220	639	358	
SA FINANCIERE BLAVET L'Herbergement	2 287	325	100,00		4 029	4 029	1 457			175	47
SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION L'Herbergement	3 958	11 356	94,93	A	8 465	8 465	1 080	6 028		7 047	3 943
FINANCIERE VM BETON L'Herbergement	100	<53>	100,00	A	100	100	355		11	<60>	
SAS T.B.M Vouneuil-sous-Biard	300	303	100,00	A	300	300			2 153	194	
<b>PARTICIPATIONS (10 à 50 %) DE VM MATERIAUX</b>											
SAS VENDEE BETON L'Herbergement	153	1 753	34,00		53	53	19	50	23 389	462	204
SA PREFE PAYS DE LOIRE (PPL) St-Georges-de-Montaigu	178	1 813	24,98		25	25		30	12 814	526	117
<b>FILIALE DE FINANCIERE BLAVET</b>											
SAS ATLANTEM INDUSTRIES Noyal-Pontivy	627	16 106	33,00		4 137	4 137			67 689	2 852	
<b>FILIALES DE FINANCIERE VM DISTRIBUTION</b>											
SA VM DISTRIBUTION L'Herbergement	5 973	21 347	99,84	A	11 539	11 539	11 479	12 506	311 917	5 197	
SAS VM CENTRE LOIRE L'Herbergement	183	1 239	100,00	A	5 613	1 422	26			68	
VM ASIA Hong Kong		191							370	54	
<b>FILIALES DE FINANCIERE VM BETON</b>											
SNC VM BETON SERVICES L'Herbergement	1	23	99,00	A	1	1	88		983	<4>	
VM BETON L'Herbergement	1		100,00	A	1	1					
SAS BETON 17 La Rochelle	110	346	100,00		1 667	1 667			1 869	158	

A - Groupe fiscal intégré de VM Matériaux



# Filiales et participations

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (% de contrôle)	Intégration fiscale	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés par la société consolidante au cours de l'exercice (*)
					Brute	Nette					
<b>FILIALES DE VM DISTRIBUTION</b>											(*) Dividendes comptabilisés
SARL STANDARD Bordeaux	107	59	100,00	A	771	165	84		1 280	<129>	
SCI JACATTE Le Buisson-de-Cadouin	236	73	50,00		27	27			90	61	
SARL SUMACA CENTRE Limoges	114	193	100,00	A	276	276			39	32	
SCI JACMI Le Château-d'Olonne	76	60	100,00		38	38			47	35	
SNC VM DISTRIBUTION L'Herbergement	4	3 752	68,46		3	3			5 308	3 752	
SCI DE LA PLAINE Saint-Aignan	2	119	100,00	A	166	166			128	65	
VM DISTRIBUTION BETON L'Herbergement	10	-	100,00	A	10	10					
SCI CROZET L'Herbergement	10	<71>	99,00		10	10			188	16	
MONTAUBAN MATERIAUX Montauban	202	186	100,00		2 217	2 217	515		4 753	<211>	
SNC MEGNIEN DISTRIBUTION Vouneuil-sous-Biard	10 100	2 296	99,99	A	49 126	49 126			124 585	1 559	
SAS EUROMAT La Rochelle	1 500	1 949	100,00		7 462	7 462	5		512	60	
SAS FARGEAUDOUX Eysines	200	282	100,00		1 849	1 849			2 518	<164>	
SARL EXELPAN Eysines	328	<116>	100,00		10	10			650	<228>	
SARL ISILAND Eysines	108	117	50,00		54	54			1 148	83	
<b>FILIALES DE SNC MEGNIEN DISTRIBUTION</b>											
SARL BOIS DU BERRY Eguzon-Chantôme	80	800	75,00		226	226			3 809	195	
SNC VM DISTRIBUTION L'Herbergement	4	3 752	29,46		1	1			5 308	3 752	
<b>FILIALE DE SAS EUROMAT</b>											
SAS PAUL THEBAULT La Rochelle	200	1 433	100,00		2 035	2 035			12 642	84	
<b>FILIALES D'ATLANTEM INDUSTRIES</b>											
SCI DUCLOS Hillion - St-Brieuc	8	77	100,00		8	8			182	34	
SCI MAIZIERES Maizières-la-Grande-Paroisse	15	108	100,00		250	250			58	20	
SAS CIOB MOISAN Pleugriffet	313	2 145	100,00		4 581	4 581			4 884	377	
SAS QUARTZ Portet-sur-Garonne	750	278	100,00		750	750			13 916	278	
SCI SOFIMOI Noyal-Pontivy	2	40	100,00		198	198			2	1	

## Filiales et participations

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (% de contrôle)	Intégration fiscale	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés par la société consolidante au cours de l'exercice (*)
					Brute	Nette					
<b>FILIALES (+ DE 50 %) DE SEFIMAT</b>					(*) Dividendes comptabilisés						
SAPRO MARTINIQUE Fort-de-France	259	1 396	100,00		1 726	1 726			5 699	366	
LA DIMENSION Guyane	75	877	100,00		596	596			2 872	125	
SAPRO GUADELOUPE Guadeloupe	160	444	100,00		253	253			3 910	58	
SOREPRO La Réunion	285	2 321	100,00		1 785	1 785			11 480	299	
VM SEFIMAT Guadeloupe	50	1 015	100,00		50	50			7 416	356	
SCI JULIE Guadeloupe	15	154	100,00		44	44			137	23	
VM REUNION La Réunion	300	<11>	100,00		300	300			273	<11>	
<b>PARTICIPATIONS (10 à 50 %) DE SEFIMAT</b>											
SCI FLORENCE Martinique	2	258	50,00		1	1			251	195	
SCI GUILLAUME Guyane	2	96	50,00		111	111			118	96	
SAS JOSEPH COTTRELL Martinique	1 260	1 908	49,99		5 300	5 300			36 260	848	
SAS POINT BOIS Guyane	360	141	50,00		493	493			3 772	59	
SNC FONCIERE XYLO Guyane	30	4	50,00		143	143			60	9	



# Résultats financiers des cinq derniers exercices

En euros	DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/03 12 mois	31/12/04 12 mois	31/12/05 12 mois	31/12/06 12 mois	31/12/07 12 mois
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>						
Capital social		1 870 038	2 035 038	2 040 777	4 112 253	4 278 551
Nombre d'actions						
- ordinaires		623 346	1 356 692	1 360 518	2 741 502	2 852 367
- à dividende prioritaire (sans droit de vote)						
Nombre maximum d'actions à créer						
- par conversion d'obligations						
<b>OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE</b>						
Chiffre d'affaires HT		11 523 843	14 091 398	16 267 456	17 297 852	19 674 007
Résultat avant impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions		5 023 181	6 924 149	8 116 645	9 340 242	9 950 582
Impôt sur les bénéfices		527 465	927 419	1 593 068	1 197 814	1 098 748
Participation des salariés		81 319	132 409	197 514	271 704	123 378
Dotations aux amortissements et provisions		2 868 368	1 558 797	<309 342>	739 425	995 333
Résultat net		1 546 029	4 305 524	6 635 405	7 131 299	7 733 123
Résultat distribué		1 558 365	2 984 722	4 081 554	4 386 403	4 563 787
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>						
Résultat après impôt, participation des salariés, avant dotations aux amortissements et provisions		7,08	4,32	4,65	2,87	3,06
Résultat après impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions		2,48	3,17	4,88	2,60	2,71
Dividende attribué		2,50	2,20	3,00	1,60	1,60
<b>PERSONNEL</b>						
Effectif moyen des salariés		116	113	113	119	132
Masse salariale de l'exercice		3 843 299	4 394 017	4 952 182	5 387 530	6 027 658
Sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)		1 577 431	1 841 845	2 052 562	2 259 835	2 450 560

# Rapport des commissaires aux comptes

établi en application du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la société VM Matériaux, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société VM Matériaux et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président, ainsi que de la documentation existante,
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante,
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission fait l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES  
le 18 avril 2008

BOISSEAU & ASSOCIES, Emmanuel BOQUIEN

EXCO ATLANTIQUE, François MACE



# Rapport général des commissaires aux comptes

à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VM Matériaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note "Participations, autres titres immobilisés, VMP" du paragraphe 2 de l'annexe – "Principe et méthodes comptables", relative aux titres de participation, présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation. Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations que nous avons portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés, ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES  
le 18 avril 2008

BOISSEAU & ASSOCIES, Emmanuel BOQUIEN

EXCO ATLANTIQUE, François MACE

# Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions ou engagements, mais de vous communiquer sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

### > Avec la société SICAT SAS

(Personne intéressée : Monsieur Jérôme CAILLAUD)

Suivant autorisation de votre Conseil de Surveillance du 22 juin 2007, votre société a acquis le 31 juillet 2007, les 2 998 actions détenues par la société SICAT dans le capital de la société FINANCIERE BLAVET, moyennant la somme de 109 007 €.

### > Avec Monsieur Alain MARION

Suivant autorisation de votre Conseil de Surveillance du 22 juin 2007, votre société a acquis le 30 novembre 2007, les 2 actions détenues par Monsieur Alain MARION dans le capital de la société FINANCIERE BLAVET, moyennant la somme de 72 €.

## Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### > Cautions accordées par la SA VM Matériaux à ses filiales

Les cautions données par votre société en faveur de ses filiales font l'objet d'une rémunération calculée sur la base de 0,1 % du montant des encours au 31 décembre 2007.

Le montant facturé à ce titre par votre société à la clôture de l'exercice s'élève à 25 644 € HT, il se détaille comme suit :

Sociétés cautionnées	Encours au 31/12/2007 en euros	Rémunération de l'exercice en euros
ATLANTEM INDUSTRIES	5 554 695	5 555
VM BETON AQUITAIN	105 717	106
VM DISTRIBUTION	12 505 800	12 506
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	6 027 547	6 027
P.P.L.	30 000	30
VENDEE BETON	50 000	50
NAULLET	75 000	75
SEFIMAT	1 220 000	1 220
VENDEE BETON CONTROLE	75 000	75
<b>TOTAL</b>	<b>25 643 759</b>	<b>25 644</b>

### > Avances en comptes courants

Votre société a bénéficié au cours de l'exercice d'avances en comptes courants de personnes physiques et morales, rémunérées au taux de 5,41 %.

Ces avances se détaillent comme suit :

Prêteurs	Solde créditeur au 31/12/2007 en euros	Charge d'intérêts de l'exercice en euros
ROBIN Hubert	129 988	6 122
ROBIN Olivier	46 135	2 162
SOFIRO	4	11 370
SICAT	213 179	7 820

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES,

Le 18 avril 2008

Les commissaires aux comptes

BOISSEAU & ASSOCIES, Emmanuel BOQUIEN

EXCO ATLANTIQUE, François MACE



# Résolutions

## Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale mixte du 23 mai 2008

### > Première résolution

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance :

- des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance sur la gestion de la société pendant l'exercice écoulé et sur les comptes dudit exercice du 1<sup>er</sup> Janvier 2007 au 31 décembre 2007,
- du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice,
- des rapports du président du Conseil et des commissaires aux comptes prévus aux articles L225-68 et L225-235 du code de commerce sur le contrôle interne,

approuve les comptes dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et faisant apparaître un bénéfice de 7 733 123,38 €.

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du code général des impôts, s'élevant à 28 325 €, ainsi que l'impôt correspondant s'élevant à 9 724 €.

### > Deuxième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Directoire de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé et donne décharge aux membres du Conseil de Surveillance de l'accomplissement de leur mission.

### > Troisième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire sur la gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant apparaître un résultat net consolidé de 21 161 320 € (dont part du Groupe 20 849 370 €).

### > Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 7 733 123,38 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 5 165 929,85 €, soit 12 899 053,23 € de la façon suivante :

- Dotation à la réserve légale : 16 629,75 €
- Distribution aux actionnaires d'un dividende de 2,10 € par action : 5 989 970,70 €
- Affectation à la réserve facultative : 2 500 000,00 €

- Le Solde au poste "Report à nouveau" : 4 392 452,78 € étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

En application de l'article 243Bis du C.G.I. et des nouvelles dispositions fiscales,

- il est précisé que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2° du code général des impôts, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire,
- il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	par action	global <sup>(1)</sup>
2004	1,10 €	2 984 722 €
2005	1,50 €	4 081 554 €
2006	1,60 €	4 386 403 €

(1) montant incluant les actions d'autodétention

L'Assemblée décide que ce dividende sera mis en paiement à compter du 2 juin 2008.

### > Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes prévu par les articles L225-88 et suivants du code de commerce, déclare approuver les conventions y mentionnées.

### > Sixième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide de fixer à 43 200 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance, au titre de l'exercice 2007 et les suivants, ce jusqu'à décision contraire.

### > Septième résolution

L'Assemblée Générale ratifie la nomination de Monsieur Louis-Marie PASQUIER en qualité de membre du Conseil de Surveillance, coopté lors du Conseil de Surveillance du 22 juin 2007, en remplacement de Monsieur Yves GONNORD, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

### > Huitième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, autorise le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-

209 et suivants du code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin de :

- attribuer les titres rachetés aux mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son groupe dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, des attributions gratuites d'actions, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs des dites valeurs mobilières,
- conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- animer le marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'autorité des marchés financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société dans le cadre de la présente délégation ne pourra excéder 60 000 titres. Le nombre des actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra également excéder 10 % du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne pourra excéder 160 € par action, le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pouvant être supérieur à 9 600 000 €.

L'Assemblée Générale confère au Directoire tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation et effectuer toutes formalités nécessaires à son exécution.

Cette autorisation annule et remplace celle précédemment donnée par l'Assemblée Générale ordinaire du 25 mai 2007.

### > Neuvième résolution - condition de majorité extraordinaire

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Directoire, en application des articles L.225-177 à L.225-185 du code de commerce, à consentir, au profit des mandataires sociaux et des salariés de la société (et/ou des sociétés qui lui sont liées) ou à certains d'entre eux, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre ou à l'achat d'actions existantes.

Cette autorisation, dont il pourra être fait usage en une ou plusieurs fois, est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée.

Le nombre total des options ne pourra donner droit à la souscription ou à l'achat d'un nombre d'actions supérieur aux limites fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale décide :

- Que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera déterminé par le Directoire le jour où les options seront consenties. Ce prix ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options de souscription ou d'achat d'actions seront consenties. Il ne pourra également être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société pour les options d'achat ;
- Que ce prix ne pourra ensuite être modifié, sauf si, pendant la période durant laquelle les options pourront être exercées ou levées, la société vient à réaliser une des opérations financières sur titres prévues par la loi ; dans ce cas, le Directoire procédera dans les conditions réglementaires, à un ajustement du prix et du nombre des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération prévue ;
- Qu'aucune option de souscription ou d'achat d'actions ne pourra être consentie :
  - moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital ;
  - dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics ;
  - dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique.
- Que le Directoire fixera la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, étant précisé que la durée de ces options ne pourra excéder une période de dix ans à compter de leur date d'attribution,
- Que le Directoire pourra prévoir l'interdiction de revente immédiate des actions acquises ou souscrites, sans toutefois que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Directoire pour fixer dans les limites légales et réglementaires, toutes les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée, et notamment pour :

- arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires,
- fixer la ou les périodes d'exercice des options.

L'augmentation de capital résultant des levées d'options de souscription d'actions sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option accompagnée du paiement correspondant en numéraire ou par compensation avec des créances sur la société.

Lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le Directoire constatera, s'il y a lieu, le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice, apportera les modifications nécessaires aux statuts et effectuera les formalités de publicité.

## > Dixième résolution - condition de majorité extraordinaire

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Directoire, dans le cadre des dispositions des articles L225-197-1 et suivants du code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes, au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires de la société, ou des sociétés qui lui sont liées conformément aux dispositions des articles précités.

L'Assemblée décide :

- que le pourcentage du capital social pouvant être attribué dans le cadre de cette autorisation ne pourra excéder 1 % ;
- que l'attribution desdites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans et que les bénéficiaires devront conserver ces actions pendant une durée minimale de deux ans à compter de leur attribution définitive ;
- que la présente autorisation est donnée pour une période de trente-huit mois.

L'Assemblée confère tous pouvoirs au Directoire pour déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions, fixer les conditions et le cas échéant les critères d'attribution, et mettre en œuvre la présente autorisation.

L'Assemblée prend acte qu'elle sera informée chaque année par le Directoire des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

## > Onzième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion pour effectuer tous dépôts, publications et formalités nécessaires.



[www.vm-materiaux.fr](http://www.vm-materiaux.fr)

Siège social : Route de la Roche-sur-Yon - BP 7  
85260 L'Herbergement  
Tél. 02 51 08 08 08 - Fax 02 51 42 47 90  
E-mail : [vm@vm-materiaux.fr](mailto:vm@vm-materiaux.fr)



Papier qualité environnementale  
FSC

Photo bateau : Beroit Stichelbaut

Calphacoms